

le peuple breton

MITTERRAND CHEZ LES BRETONS

MOI AUSSI JE
SUIS UN HOMME
DE L'OUEST !!

LA RECHERCHE EN BRETAGNE



cinéma:
l'Amérique
en Noir et Blanc

POBL VREIZH

Une certaine duplicité...

par Herri Gourmelen

1) Où est passé l'aménagement du territoire ?

— Après les propos présidentiels de février 1983 : « une place essentielle sera très naturellement reconnue aux régions de l'Ouest dans la politique d'aménagement du territoire ».

— Après le voyage de février 1985 à Rennes, qui avait laissé tout le monde sur sa faim.

— Après l'annonce récente d'un plan de conversion pour le Nord-Pas-de-Calais, zone sinistrée, mais pas plus que la Bretagne, et de façon plus récente et moins endémique,

on attendait des mesures qui auraient été un commencement de concrétisation des orientations générales et vagues du IX^e Plan concernant l'Ouest en général et la Bretagne en particulier : « conforter la politique de rééquilibrage des activités en étant attentif (sic) à l'évolution de l'industrie téléphonique et en modernisant le secteur agro-alimentaire ».

Il n'en a rien été, et pour cause, la Bretagne n'est plus une région prioritaire dans le Plan, sans doute parce que dans l'esprit de François Mitterrand elle est tellement « moderne » que le problème de l'emploi se poserait de façon moins aiguë. Regardons les chiffres :

Demandeurs d'emplois par rapport à la population active salariée (taux de chômage)

Bretagne (5 dép.) : juin 84, 14,2 ; juin 1985, 15.

France : juin 84, 10,8 ; juin 1985, 11,2.

DEFM (Données corrigées des variations saisonnières) :

Bretagne (5 dép.) : juin 1984, 173.033 ; juin 1985, 180.963 (+ 4,6).

France : juin 1984, 2.324.600 ; juin 1985, 2.394.000 (+ 3).

Outre l'abandon du caractère prioritaire de la Bretagne, il y a la suppression de l'agrément préalable pour les entreprises désirant s'installer en région parisienne. Au fait, la politique d'aménagement du territoire existe-t-elle toujours ? Où était le ministre du même nom ? Existe-t-il ? On aurait aimé le voir en Bretagne !

2) Une droite discrète

La convergence — ou la connivence ? déjà esquissée avec M. Marcellin à propos du nucléaire (on n'a pas évoqué la centrale cette



fois, bizarre !) s'est confirmée. Par rapport au voyage de Rennes, la droite a cette fois mis un bémol remarqué à son concert de lamentations sur les malheurs de la Bretagne, alors que les élections approchent ! Paradoxe ? Absolument pas. Réclamer davantage pour la Bretagne c'est reconnaître l'état dans lequel elle — la droite — a mis ce pays pendant plus de vingt ans de règne sans partage, à la belle époque des années de croissance et du « rattrapage des inégalités régionales », lequel n'a jamais permis à la Bretagne de refaire son handicap. La droite demain au pouvoir ne fera pas mieux qu'elle n'a fait naguère ou que le PS aujourd'hui. Alors elle se fait modeste en Bretagne.

3) Un président à court de pouvoirs ?

On ne peut pas ne pas dénoncer une certaine duplicité présidentielle qui consiste à renvoyer aux ministres compétents (sic) ou aux instances régionales et départementales pour la solution de problèmes de fond (Plan de conversion, Office foncier destiné à favoriser l'installation de jeunes agriculteurs, progrès en matière d'enseignement du breton, problème du découpage régional) quand dans le même temps on reconnaît qu'on a dû intervenir auprès du ministre de l'Éducation pour le CAPES, qu'on interviendra auprès du gouvernement pour telle chose et que l'on vient à Saint-Brieuc promettre le sauvetage d'une entreprise, à Lannion une école d'ingénieurs, à Vannes une section d'IUT...

Serait-ce à dire que le Président ne s'occupe que des détails ? Qui pourrait le croire ?

Les voyages présidentiels en Bretagne se suivent et se ressemblent...

Souscription permanente

Un bon niveau

Ce mois-ci, nos lecteurs ont fait un effort de souscription important qui nous permet de respirer un peu, financièrement. Cela fait maintenant 19 mois que le PB peut sortir sans retard. Ne le cachons pas : c'est grâce à nos abonnés, au « plus » qu'ils ajoutent à leur abonnement, aux dons qu'ils nous envoient. Les abonnés qui ont reçu le PB d'octobre en retard ne doivent pas s'inquiéter. Le PB était prêt à temps, le 4 octobre ; ce sont les bandes d'envoi qui ont eu un retard d'acheminement, ce qui fait que les dépôts ont été servis avant nos lecteurs les plus fidèles. Qu'ils veuillent bien nous en excuser. Vos critiques, vos suggestions, n'hésitez pas à nous les envoyer. « On voudrait plus de pages » nous dit un lecteur. Nous aussi. Il n'est pas facile de devoir laisser de côté nombre d'articles intéressants. Que l'on continue à nous aider comme ce mois-ci et le PB retrouvera bientôt les 8 pages perdues...

Bellec Y. Lannion	50 F
Le Naour J., Gourin	20 F
Le Couls C., Roscoff	50 F
Le Bolloc'h J., Cesson	100 F
Russon A., Pornichet	20 F
Fauvel A., Quimper	50 F
Maclou R., Paris	20 F
Guérin B., Auray	50 F
Andro M., Quimper	100 F
D'Hervé P., Guérande	10 F
Couetoux G., Couéron	20 F
Desmazières A., St-Germain	35 F
Pensec J.Y., Orvault	50 F
Hénaff F., Paimpol	50 F
Kervoas Y., Belle-Isle	50 F
Gorrec H., émigration	75 F
Galmiche M., Paris	100 F
Anonyme, Châteauroux	750 F
Jolois B., Gambais	50 F
Pleiber Y., Plabennec	20 F
Gervais M., R.F.A.	50 F
Morvan P., Paimpol	100 F
Tassin R., Lorient	50 F
Ferreira A., Brest	50 F
Raballand A., Nantes	50 F
Trevelin G., Lanester	50 F
Guével G., Guichen	20 F
Helvic N., Rennes	20 F
Guégan J., Guidel	100 F
Le Caër P., St-Herblain	50 F
Croguennec Y., Livry	50 F
Marc M., St-Nazaire	20 F
Le Lann J., Roscoff	20 F
Jacques A., Bourg-Blanc	100 F
Carré A., Ploufragan	20 F
Sellin P.Y., Trégunc	20 F
Menvielle M., Créteil	100 F
Anonyme, Bretagne	250 F
Total 10 ^e liste	2.790 F
Report liste	20.510 F
Total général	23.300 F



En guise de sommaire...

Le voyage de Mitterrand est analysé et commenté (p. 1, 2, 4 et 9), le dessin de couverture faisant allusion à une affirmation, répétée deux fois, du Président, jouant sur l'ambiguïté de la notion d'Ouest (tout ce qui est à l'ouest de Paris). Le « P.B. » aborde ensuite (p. 6) la centralisation des crédits de recherche sur la région parisienne, surtout pour la recherche médicale, avec une carte exclusive. L'énergie nucléaire, quand elle est prioritaire, joue contre les exportations et l'emploi, c'est ce que démontre G. Le Hen (p. 7 et 14). J.L. Le Cléac'h présente le 2^e volet de l'enquête sur l'île aux Moines (p. 8), alors que la rubrique internationale débute sur un coup de cœur au sujet de l'Afrique du Sud (p. 10). Après Pobl Vreizh (p. 12-13), Larry Clark présente la situation du cinéma noir aux Etats-Unis et parle de son pays (p. 14). Puis on retrouvera 5 pages de rubriques culturelles bien serrées.

Rappel

Politique	p. 2	Economie	p. 6
Pobl Vreizh	p. 12	Loisirs, culture	p. 15

Je m'abonne

le peuple breton

NOM PRENOM
ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐
 - un réabonnement ☐
 - ordinaire : 100 F (1)
 - de soutien à partir de 120 F (1)
 - étranger : 115 F (1)
 - étranger par avion : 140 F (1)
- à partir du N° inclus.

- Ci-joint le règlement par :
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)

(1) Rayer la mention inutile

B.P. 301 - 22304 LANNION CEDEX - C.C.P. RENNES 2365-76

ABONNEZ VOS AMIS... pour un an ou pour 3 mois (gratuit)

NOM	NOM
Prénom	Prénom
Adresse	Adresse
a fait l'abonnement	est à abonner au P.B.
à 100 F (chèque joint)	recevra le P.B. pendant 3 mois (gratuit)

AN DIV STAL PENNAN ER VRO

AR BED KELTIEK



2 str. ar Roue Grallon
KEMPER (95.42.82)



Plasenn Guerin
BREST (44.05.38)

EVIT HO LEVRIOU - PLADENNOU - PEZHIOU ARZ KELTIEK

Flatтерies et stéréotypes

La visite de F. Mitterrand vue de Loire-Atlantique

(Position de la fédération de l'UDB)

La fédération de Loire-Atlantique de l'Union Démocratique Bretonne, réunie en assemblée générale à Saint-Herblain, constate que François Mitterrand limite sa visite en Bretagne à la circonscription définie par Pétain et Darlan en 1941, et reprise par Michel Debré en 1959, avec l'accord de la droite et du patronat locaux.

La Loire-Atlantique en est, en effet, exclue.

Dans le domaine comme dans beaucoup d'autres, la politique du Parti socialiste ne marque donc aucune rupture avec celle qui l'a précédée, sous prétexte d'un « réalisme » dont les 60.000 chômeurs de notre département apprécient toute l'efficacité.

Alors précisément que le chômage a augmenté de 46,5 % en Bretagne depuis 1981, contre 36 % dans le reste de la France, il est clair que les nécessités de l'action économique, et notamment celles de l'exploitation des potentialités maritimes, appellent aujourd'hui plus que jamais une réunification de la Bretagne que mille autres raisons justifient par ailleurs.

Pour l'assemblée générale
de la fédération,
le responsable des relations extérieures,
Patrick PELLEN
Conseiller municipal de Nantes



PRIORITÉ A LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

L'étape de Brest vue par « Le Canard » (9-10-85).

Du 1^{er} voyage officiel en Bretagne de Mitterrand – en février dernier, à Rennes – il avait été dit que c'était un « non-voyage », dans la mesure où les problèmes bretons n'avaient pas été abordés. Nous avons trouvé l'expression inexacte, en publiant quelques extraits du discours du Président français où l'on trouvait une critique de la politique gouvernementale passée : on n'avait pas assez fait, depuis 3 ans, pour les langues et cultures bretonnes et F.M. proposait 3 mesures, dont 2, le conseil national des langues et cultures de France et le Capes de breton, sont en cours de réalisation.

« Ne vous inquiétez pas », disait-on dans les milieux proches du pouvoir, le Président parlera des problèmes bretons lors de son prochain voyage en Bretagne, car il reviendra ». Il est revenu, au cours de deux longues journées chargées en discours, mais n'a rien apporté de plus. Face à des élus locaux bretons qui ont, dans l'ensemble, assez bien posé les problèmes de leur région, avec un localisme un peu étroit, Mitterrand a répondu par des généralités : « Vous êtes les meilleurs, c'est la Bretagne qui a le plus progressé depuis 1945. Vous êtes la première région agricole de France et d'Europe. Vive la Bretagne qui gagne ! ». Bref, un cortège de flatteries qui n'étonnerait pas dans la bouche d'un chef d'Etat français en visite dans une ancienne colonie du Tiers-Monde. « Ce que vous avez réalisé est formidable, continuez » était le leit-motiv du voyage.

Suivait une série de stéréotypes sur les Bretons, de caractère difficile mais tout de même fidèles et attachants. Sans le vouloir, le Président utilisait là un langage qui était l'aveu de la spécificité bretonne, en même temps que de la crainte, mêlée de mépris, que la Bretagne inspire au pouvoir central. Avec une réaffirmation systématique du caractère définitivement français de la Bretagne, au travers de phrases comme celle-ci, prononcée à Quimper en évoquant une entreprise

bretonne de pointe : « il y a une France qui gagne, elle va nous conduire, cette France-là, à la France qui gagne ! ». Les conseillers en communication sont sans doute passés par là !

F. Mitterrand connaît pourtant assez bien son sujet breton : à Vannes, il évoque le peuple breton et son passé si riche, à FR3, il évoque la Bretagne sud, de Nantes à Quimper, les lettres de noblesse de la langue bretonne. Mais dès qu'il s'agit de la politique de l'Etat central, c'est le statu quo complet : le breton, langue officielle en Bretagne ? Mitterrand feint de ne pas comprendre. Plus de place pour la langue et la culture bretonne dans les médias et à l'école ? Créez vos radios et télévisions privées, répond-il, et d'ailleurs, comment enseigner le breton puisqu'il y a plusieurs bretons... Les limites régionales ? Ce n'est pas son affaire.

La Bretagne : ce n'est pas son affaire

L'essentiel du voyage était sans doute là : en tant que Président, Mitterrand ne se substitue pas au gouvernement, avec lequel il pourrait d'ailleurs être en désaccord tout en cohabitant. A côté de cette idée forte, comme on dit à Paris, le chômage breton, la téléphonie en cours d'effondrement, ça ne pèse pas lourd. Rien à voir, chez nous, avec la situation du Nord ou la Lorraine pour lequel le gouvernement débloque milliards sur milliards (alors que le taux de chômage est aussi fort ici, et parfois plus). Bref, si nous Bretons, nous avons des problèmes, débrouillons-nous. Mitterrand feint d'oublier le drainage de l'épargne et de la fiscalité bretonnes vers Paris, la dépendance économique et financière, le fait qu'un passé et un présent de centralisme et de pillage ne place pas la Bretagne à armes égales.

Sur le plan concret, les manifestations d'inquiétudes et d'angoisses n'ont été vues que comme une agitation de gê-neurs ou d'attardés. Le pouvoir a pu se rendre compte qu'au-delà des manifes-tants syndicaux et politiques, le peuple breton était largement absent ou indiffé-rent. Une claque impressionnante d'ap-plaudisseurs de service et en mission ne suffisait pas à faire illusion. Pour les Bretons, le voyage de Mitterrand est déjà oublié. Hormis le remue-ménage des imposantes forces de sécurité, il n'y a rien à en retenir, sinon la continuité d'une politique d'indifférence ou d'hostilité sournoise face à une situation générale grave dans laquelle le pouvoir a une responsabilité accablante.

Pour presque tout le monde, le Président français a été étranger aux préoccupations des Bretons : un visiteur extérieur, en quelque sorte. Cela confirme que, malgré les pressions et l'action des élus et députés socialistes bretons, la politique du pouvoir n'a pas changé. Ce n'est pas une raison pour avoir la moindre confiance dans une opposition de droite étrangement muette sur nos problèmes. L'alternative ? Se prendre en charge soi-même.

le peuple breton

Mensuel - Edité par les Presses
Populaires de Bretagne - 43 rue de
Kerampont - 22300 Lannion (asso-
ciation déclarée suivant la loi de
1901).

Président : J. Gicquel ; secrétaire :
M. François ; trésorier : J. Guégan.
Composition et impression :
IMPRAM - 22300 LANNION

REDACTION

Administration, abonnements :
BP 301 - 22304 Lannion Cedex.

Publicité : J. Le Guellec : tél.
98.43.01.37.

Directeur de la publication : J.J. Monnier.

C.P.A.P. : 66.132. Dépôt légal : 3^e
trimestre 1985.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Joindre la dernière bande d'expédition et 5 F en timbres pour frais.
Merci.

Le papy de Fanch Mit'

chef de gare en Bretagne

(A Chantenay)

C'est avec attention que j'ai écouté M. Mitterrand, le lundi 7 octobre 1985 entre 18 et 19 h, sur FR3, lors d'un débat rentrant dans le cadre du déplacement du Président de la République (ou de la visite) en Bretagne. J'ai même beaucoup appris sur l'intérêt qu'il porte à celle-ci.

Pensez donc, son père était chef de gare en Bretagne, près de Nantes, à Chantenay ! Et il connaît bien ce pays, plus particulièrement la Bretagne sud, de Nantes à Quimper !

S'est-il posé la question de savoir comment Nantes et son pays ont été arrachés de la Bretagne.

Sait-il que c'est sous le gouvernement vichyste que la démocratie n'étoffait pas, que pour la première fois a eu lieu la partition de la Bretagne et surtout que jamais sur ce point important (la décentralisation n'est-elle pas l'affaire du septennat) la population a été consultée sous quelque forme que ce soit ? Il serait peut-être bon d'ailleurs de lui rappeler un sondage récent paru dans un hebdomadaire et qui montrait, comme on s'en doutait déjà, à quel point le sentiment régional est inexistant en Pays de Loire et à contrario très fort en Bretagne.

Alors pourquoi attendre une consultation populaire, que de toute façon les ténors politiques locaux refuseront (on ne scie pas la branche sur laquelle on est assis), pour modifier le découpage régional. Pour trop d'élus régionaux, les « pays de Loire » ne sont que béquilles et si la population les ôtait, ils s'écrouleraient. Ils savent l'absurdité et la monstruosité des P. de L., mais cela leur suffit.

Aussi, F. Mitterrand, sur qui s'est portée en 1981 et dans les cinq départements bretons une majorité de bulletins, et pour qui le socialisme est avant tout le respect des individus et donc devrait être aussi le respect de l'espace géographique où ils vivent, serait bien avisé, à la veille des régionales mais aussi des législatives, d'intervenir rapidement pour que la Loire-Atlantique réintègre le reste de la Bretagne, comme l'a demandé en 1982 - mais qui s'en souvient - le conseil régional de Bretagne (B4).

Il paraît évident que l'élection d'une assemblée bretonne ayant compétence sur l'ensemble de la Bretagne, n'aurait pas besoin d'être couplée aux législatives pour que les gens s'y intéressent. Par contre, dans l'éventualité où le découpage actuel serait maintenu, il est effectivement impératif que les deux scrutins soient réunis si l'Etat veut qu'aux régionales il y ait une participation suffisante pour que leurs résultats soient significatifs, et surtout légitimer les P. d. L. Et cela M. Mitterrand le sait fort bien. Alors la démarche logique et honnête n'est pas : **élection de l'assemblée régionale puis modification du décou-**

Dépendance coloniale

La perspective des élections et la situation d'opposant montent parfois à la tête ! Le député RPR du Finistère, Charles Miossec, dénonce de façon judicieuse, dans une question écrite au ministre des Finances, la dépendance économique de la Bretagne. C'est à croire qu'il aurait lu quelques éditoriaux du Peuple breton ! Voici le texte que l'on peut découvrir dans le Journal Officiel du 9 septembre : « M. Miossec appelle l'attention (du ministre)... sur certains aspects inquiétants de l'économie bretonne. Tout d'abord, la moitié des salariés bretons sont aujourd'hui sous contrôle extérieur. La dépendance augmente, du reste, avec la taille des entreprises. Tous les établissements de 1.000 salariés et plus sont contrôlés par des groupes extérieurs (à l'exception du journal Ouest France). Ainsi, de plus en plus, le pouvoir de décision quitte la Bretagne, l'accentuation du contrôle extérieur retirant à la région la possibilité d'orienter son économie. En second lieu on assiste à une fuite de l'épargne. Il y avait, en 1982, 60 milliards d'en-cours. Une bonne partie de cette épargne a été dirigée vers Paris au détriment de la région. Les banques régionales telles que le Crédit Mutuel regrettent ainsi que l'encadrement du crédit les empêche de consentir des prêts à leurs propres sociétés, tandis que l'épargne régionale revient en Bretagne à l'issue d'un circuit long qui alourdit le taux des prêts de plusieurs points ». Le député demande au ministre « si la décentralisation administrative actuellement mise en place ne risque pas d'être un trompe-l'œil au regard de cette hypercentralisation économique ». Bravo. Qu'en pense M. Chirac ?

Une campagne pour la réunification administrative de la Bretagne

Pour refuser de participer par l'impôt au financement de la région « Pays de Loire », le Comité pour l'unité administrative de la Bretagne (CUAB) invite les habitants de Loire-Atlantique à déduire de leurs impôts locaux la somme due à la région (qui figure sur le relevé de la taxe d'habitation et de la taxe foncière) et à verser cette somme à la région « Bretagne ». Le CUAB conseille d'adresser un mandat-carte à M. le trésorier payeur général de la région Bretagne, cité administrative, avenue Janvier, 35100 Rennes, CCP 9004 07. Dans la partie réservée à la correspondance, on peut indiquer les raisons de son geste. Le paiement par mandat atteste du paiement régulier de l'impôt et oblige l'administration à l'encaisser. (CUAB, 12 rue des Renards, 44300 Nantes, tél. 40.30.91.21 et 40.76.72.86).

Pour renforcer la Bretagne qui se bat

BULLETIN D'ADHESION

Nom Prénom

Adresse :

déclare vouloir adhérer à l'UDB.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpé ou recopié) à U.D.B. - B.P. 215 - 44007 NANTES Cedex

page, mais modification du découpage puis élection. Rien n'empêcherait par la suite une consultation populaire qui, à coup sûr d'ailleurs, ne ferait que confirmer la Bretagne dans son intégralité retrouvée.

Luc OLLIVIER

**Rejoignez
l'U.D.B. !**

Le mensonge de la décentralisation ou instruire le procès du centralisme parisien dans le domaine de la recherche, publique et privée, française

C'est un domaine assez mal connu du grand public et qui pourtant représente un enjeu considérable, tant au plan budgétaire qu'au plan du pouvoir et qu'au plan culturel.

Ils sont nombreux en Bretagne et dans d'autres régions, praticiens et chercheurs, en particulier en médecine et biologie, en sciences humaines et sociales, à ressentir de la souffrance et de la révolte mais aussi un sentiment d'impuissance face à cette tare historique et bien actuelle de la société française. Pourtant les chercheurs bretons font preuve de beaucoup de dynamisme et de créativité. Tous ceux qui s'intéressent à la réalité bretonne connaissent les noms d'organismes comme « Bretagne-Alcool et Santé », c'est-à-dire le centre de recherche-prévention de l'alcoolisme autour du D^r Caro ou les recherches ethno-psychiatriques autour du D^r Carrer, ou encore les travaux sociologiques de Fanch Elegoet, publiés dans les « Cahiers du Léon ».

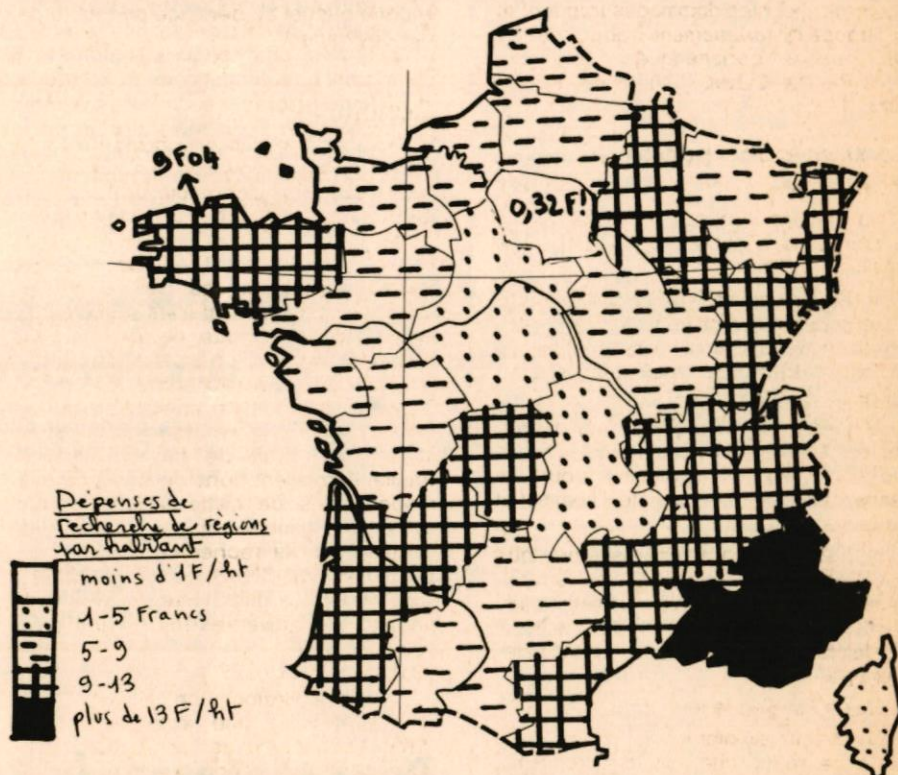
A) L'argent de la Bretagne pillé par Paris

Quel est le problème ? La réponse est simple : l'argent de la Bretagne est pillé par Paris et pratiquement pas investi dans la recherche régionale.

La population bretonne est régulièrement sollicitée d'apporter une aide financière à la recherche contre le cancer. Les familles reçoivent simultanément à domicile deux sollicitations pour apporter leur aide financière à cette recherche. Si elles regardent bien l'origine de la documentation, elles constatent que l'une émane de la Ligue nationale contre le cancer et l'autre de l'association pour la recherche sur le cancer (ARC). Deux associations rivales. La première, la Ligue, a obtenu le patronage du ministère de la communication : le label de « grande cause nationale » lui a été attribué, ce qui lui permet de disposer d'annonces gratuites sur les écrans de télévision. Son but : collecter des fonds privés pour financer des projets de recherche sur le cancer. L'ARC, plus récente, est une émanation des équipes de Villejuif dont les médecins sont connus du grand public (professeurs Mathé, Schwartzberg). Elle a son journal (Fondamental), son fichier (près d'un million de noms) et ses chercheurs. En fin 1983, elle avait débarqué dans le Grand Ouest et en Bretagne pour y faire une grande campagne d'adhésions qui lui avait rapporté près de 4 millions de francs et 28.000 nouveaux cotisants. Chacune de ces associations dispose annuellement d'environ 12 milliards de centimes pour accomplir leurs diverses tâches. Exemple éclairant pour l'année 83 : l'aide financière récoltée par les comités départementaux de la Ligue nationale a correspondu à une moyenne de 1,34 F par habitant mais a varié presque de 1 à 20 : 8,81 F en Savoie, 0,24 F dans la Creuse. En Bretagne, le classement par département était le suivant : CDN : 1,80 F ; Finistère : 1,44 F ; Ille-et-Vilaine : 1,36 F ; Loire-Atlantique : 1,07 F ; Morbihan : 0,68 F.

B) La recherche médicale et la Bretagne

Peu importe, direz-vous, si c'est pour faire avancer la recherche ? C'est ici l'occasion de s'interroger sur les rapports entre la recherche médicale et la Bretagne.



La région parisienne, et dans une moindre mesure les régions environnantes, peuvent se permettre d'investir très peu dans la recherche (0,32 F par habitant ; Bretagne, 9,04 F ; Provence, 14,29 F). Les autres « régions », dont la Bretagne, paient pour elles, bien que le revenu moyen y soit beaucoup plus faible. (Chiffres du budget 1984, « Recherche et technologie »).

Dans le cancer, comme dans beaucoup d'autres maladies, il existe des particularités « régionales » en France, à côté de caractéristiques générales, universelles. Un exemple breton : l'importance de l'alcoolisme comme facteur favorisant certains cancers. Des particularités « régionales », dans les causes des maladies et aussi le traitement et la réinsertion des malades, qui nécessitent des recherches pour améliorer les connaissances.

Ces particularités sont les plus souvent négligées par la recherche actuelle en raison de son centralisme parisien : d'une part, parce que les chercheurs parisiens manifestent une totale indifférence pour ces particularités ; d'autre part, parce que n'étant pas sur le terrain, ils sont mal placés pour conduire des recherches de valeur. Enfin, parce que trop souvent enfermés à l'intérieur d'œillères biomé-

cales et statistiques, ils ne sont pas assez ouverts sur les méthodes des sciences humaines et sociales nécessaires pour mieux connaître ces particularités.

On peut dire, sans la moindre hésitation, que la recherche médicale française est à l'origine d'un pillage des ressources régionales par et pour des institutions parisiennes tant publiques que privées.

C) Organismes privés : les fondations médicales

L'argent recueilli, même s'il l'est par des comités locaux et s'il reste en faible partie dans la région, est destiné essentiellement à des organismes, des équipes, des chercheurs de la région parisienne, souvent déjà bien équipés alors que les organismes, équipes et chercheurs bretons n'ont pas toujours le minimum nécessaire pour travailler. Exploitant des

sentiments généreux, compréhensibles et respectables d'une grande partie de la population, des organismes privés aggravent, au lieu de corriger, cette tare de la recherche médicale française qu'est le centralisme parisien.

Ces organismes privés fonctionnent ainsi comme une administration qui prélèverait un impôt supplémentaire national distribué essentiellement en région parisienne ou limité à quelques autres pôles régionaux, sans souci des besoins de la recherche médicale dans l'ensemble de l'hexagone.

Parmi les secteurs négligés par la recherche médicale, il en est un qui a une particulière gravité en France. C'est l'alcoolisme. Dont les dommages frappent et ont frappé historiquement d'abord certaines régions périphériques : Bretagne, Nord-Pas-de-Calais, Normandie, Alsace...

La recherche publique française

Nous avons dénoncé certaines caractéristiques des actions de la recherche médicale privée :

- Le centralisme parisien et en particulier la destination d'abord pour des organismes, équipes et chercheurs de la région parisienne de la plus grande partie de leurs fonds.

- La négligence, voire le mépris pour les recherches médicales qui ne sont pas bio-médicales, en particulier pour les recherches en sciences de l'homme et de la société.

- Leur appel à la générosité publique sur l'ensemble du territoire français fonctionnant ainsi comme une administration para-fiscale avec un prélèvement national de fonds et une distribution principalement parisienne.

Qu'en est-il de la recherche publique ?

C'est tout simplement pire. Quand on parle de recherche publique française, on désigne essentiellement deux organismes : l'INSERM et le CNRS qui constituent deux bastilles centralisées. L'INSERM est un monstre centraliste et bio-médical. Une très forte proportion des moyens de recherche de ces organismes - d'après l'interview accordée par Philippe Lazar, son directeur général, à la revue « L'Ademast », revue quasi-officielle du ministère de la Recherche (environ 60 % des personnels, des laboratoires et des investissements) est concentrée dans la région parisienne. Et tout l'effort pour infléchir le mouvement vers une plus grande décentralisation se limite à créer des « conseils scientifiques consultatifs régionaux (CSCRI) de l'INSERM » qui ont seulement une mission d'incitation... « Comme je l'ai déjà précisé, l'évaluation doit absolument rester nationale ».

Quant aux propos de M. Pierre Papon, directeur général du CNRS, ils sont encore plus éloquentes :

« L'esprit de notre politique régionale consiste d'abord à tenter de réaliser sur le territoire national un meilleur équilibre

des moyens humains. Nous sommes environ à 54 % concentrés en Ile-de-France alors qu'un certain nombre de régions, comme l'Ouest, sont sous-représentées dans la carte de recherche... Mais pas d'instance consultative régionale, ce serait une source de conflits » (sic).

Une chose est certaine : les régions investissent dans la recherche, le budget recherche et technologie des régions pour l'année 1984. Deux chiffres à noter : le budget « recherche » de la région « Ile-de-France » peut être faible (0,15), alors que celui de la Bretagne est de 3,73 % (pour 6 % de la population), puisque, en fait, l'INSERM et le CNRS pompent un énorme budget au bénéfice prioritaire de l'Ile-de-France.

Conclusion

Il existe un dynamisme breton dans la recherche et l'innovation. En matière de recherches sur l'alcoolisme, par exemple, la Bretagne est devenue une région-pilote. Des conditions favorables y sont réunies pour que s'y développe un travail faisant progresser les savoirs et les pratiques. Encore faut-il les moyens. Et, justement, le manque de moyens est criant, aussi bien en postes de travail qu'en crédits de recherche. Ce dynamisme breton résulte principalement du bénévolat et de la vie associative... et un immense surcroît de travail. Situation fragile. Il convient donc de dénoncer les responsables de cette situation, qu'ils soient de gauche ou de droite : les dirigeants de la recherche publique, en particulier du CNRS et de l'INSERM, véritables Etats dans l'Etat, et privée, en particulier les diverses fondations médicales.

Pour des Bretons, ce milieu s'apparente parfois à une mafia avec ses familles, ses parrains, ses obstacles et remparts multiples pour contrôler et garder le partage d'un pouvoir et de crédits très importants. Ses règles, mécanismes et mœurs de fonctionnement favorisent avec efficacité les gens du sérail, les protégés, amis et proches du pouvoir parisien.

Il nous faut donc intruire le procès du centralisme parisien. L'INSERM en particulier manifeste un mépris royal pour la recherche pluridisciplinaire, non exclusivement biologique et pour la recherche décentralisée en particulier en Bretagne. Sur 270 unités INSERM, principalement parisiennes, il y en a une seule en Bretagne. C'est là une exigence de justice. La recherche publique est payée par les impôts de tous les Français. La recherche privée est financée en partie par une sorte d'impôt complémentaire prélevé sur la générosité de toutes les régions. C'est notre droit d'exiger qu'elles répondent mieux aux besoins des régions excentrées en cessant de privilégier systématiquement la région parisienne.

F. KERRAIN

ENERGIE La triste continuité de la politique énergétique hexagonale

On nous le dit : l'industrie hexagonale a d'abord besoin de retrouver sa compétitivité. Alors on croit que, - politique de l'emploi oblige - le gouvernement va aider les entreprises à alléger leurs prix de revient. Pas du tout : le projet de budget pour 1986 prévoit un alourdissement des taxes sur le fuel lourd (+ 72 %) et la création d'une taxe nouvelle sur le gaz vendu à l'industrie. Le coût de l'énergie qui est un des postes importants du prix de revient des produits finis, va s'en trouver sensiblement augmenté.

On nous dit aussi que la chance de la Bretagne c'est sa façade maritime, sa situation à un point de convergence de nombreuses voies maritimes. Mais à quoi cela sert-il si la politique de Paris nous empêche de nous approvisionner à bon marché sur le marché international en produits énergétiques et en matières premières ?

La politique fiscale de la France n'a pas changé depuis 1981 : l'impôt direct étant mal vu, on a plus facilement recours à l'impôt indirect plus injuste pour les particuliers, et qui souvent pénalise l'outil de travail et l'activité économique elle-même. Bérégovoy n'innove pas : il augmente les taxes et réduit l'impôt sur les bénéfices et sur le revenu.

La politique énergétique elle non plus n'a pas changé. Bien que l'hexagone n'ait pas de grandes capacités de production de charbon et de pétrole, on mène depuis toujours une politique d'énergie « nationale » car l'indépendance énergétique serait indispensable à la grande puissance que la France se pique d'être.

Jusqu'à ces dernières années on a, contre vents et marées, défendu le charbon français malgré son prix exorbitant - on paye 650 F la tonne de charbon que l'on pourrait acheter 250 F à l'étranger. Le surcoût n'a pas été trop mal supporté par l'industrie française qui bénéficiait d'une politique protectionniste et du marché réservé de l'empire colonial. Mais il a pesé lourdement sur l'économie bretonne du fait de l'éloignement des mines du Nord et de Lorraine et du dispositif mis en place pour dissuader les importations.

Nous pensons qu'avec la réduction enfin décidée de la production de charbon, nous allons assister à une réorientation de la politique énergétique : l'approvisionnement au meilleur prix possible des entreprises en matières premières et en énergie semble d'ailleurs la contrepartie indispensable à l'abaissement des barrières douanières.

(Suite page 15)

Un projet qui divise

Coincidence ou stratégie concertée, dans tous les derniers mois sont apparus en Bretagne plusieurs projets de constructions de bases touristiques et de loisirs : pointe de la Torche dans le Finistère, Erdevan et l'île aux Moines dans le Morbihan... Ces projets, pour dissemblables qu'ils soient, ont en commun leur envergure et « cible visée », une clientèle très fortunée.

Du coup, ce sont les slogans de l'UDB d'il y a 10 ou 15 ans « non au tourisme de luxe », et les analyses de l'époque « Bretagne - plage de l'Europe ? » qui reviennent à l'esprit. Toutefois, les situations ont évolué et, ce que par convention on appelle « la crise » est passé par là.

L'emploi qui était, il y a 15 ans déjà, la « carotte » destinée à faire avaler le reste - tout le reste - est de nouveau mis en avant, et rencontre bien entendu un écho directement proportionnel au taux de chômage de la population locale.

Autre effet de « la crise », les adversaires d'un projet de ce type sont amenés - afin d'être crédibles - à ne plus se contenter de lutter contre un projet, mais d'être capables de perspectives alternatives - en particulier en matière d'emploi. C'est une évolution positive.

Un bon exemple de ce genre de situation nous est fourni à l'île aux Moines où un projet de centre de revitalisation divise l'île profondément, même si partisans et adversaires s'entendent sur un constat : si rien n'est fait, l'île continuera à perdre de la population, à s'engourdir, premier pas vers la mort lente dix mois sur douze.

Dans un premier article (P.B. de septembre) nous avons donné la parole aux adversaires du projet.

Voici le point de vue des promoteurs et défenseurs, qui ne manquent pas d'arguments. Tout au moins sur le papier.

- L'emploi tout d'abord : « 200 environ, disent les promoteurs, dont 25 % à temps partiel - plus une cinquantaine d'emplois indirects ». (Le nombre de salariés travaillant à l'année sur l'île est d'à peine une vingtaine actuellement).

- La taxe professionnelle ensuite, « 500 à 600.000 F, ce qui représenterait 60 % des recettes fiscales de l'île ».

- L'augmentation de la population permanente de l'île permettrait le maintien d'équipements ou de services en place, de rentabiliser plus rapidement d'autres équipements collectifs.

180 à 220 clients, plus 120 salariés environ, telle est l'augmentation escomptée. (Chiffre à rapprocher de la population permanente actuelle : 590 personnes).



Ces éléments appellent quelques commentaires.

1) L'emploi : le chiffre de 200 emplois créés environ a été donné lors d'une conférence de presse organisée par les promoteurs du projet, le 15 juillet 1985, auparavant les chiffres couramment cités étaient 100 à 200 (O.F. du 28 juin 1985), 100 à 150 (« Le Marin » du 19 juillet 1985).

Dans quelle proportion la main-d'œuvre locale trouvera-t-elle à s'employer ?

2) La taxe professionnelle ensuite : une société a le choix de la commune où verser la taxe : ville du siège social ou commune d'installation ; rien n'indique que la société fera le choix de l'île aux Moines.

Si elle le fait, n'y a-t-il pas à craindre en effet que « la mairie ne devienne un satellite du centre de revitalisation ? », comme le déclarait un opposant au projet.

3) La population permanente : là aussi les chiffres varient : de 180 à 220 résidents supplémentaires (O.F. du 28 juin 1985), à 300 personnes (« Le Marin » du 19 juillet 1985).

Au-delà de ces remarques, d'autres problèmes - de taille - subsistent.

L'eau, par exemple : l'approvisionnement d'une part : la consommation en eau de l'île aux Moines est à l'heure actuelle de 300 m³/jour en période de pointe. La consommation du centre est estimée à 100 m³/jour. La demande pourra-t-elle être toujours satisfaite ? En juillet-août particulièrement.

L'évacuation des eaux usées d'autre part : comment se fera l'évacuation des eaux usées ? après quel traitement ? Le projet prévoit le raccordement à la station d'épuration de l'île : aura-t-elle la capacité suffisante pour absorber ce surplus important ?

Dans la négative, la conséquence directe et immédiate de ces rejets sera de compromettre un peu plus la qualité des eaux du Golfe, - et au-delà du Mor-Braz -. Or, depuis de nombreuses années déjà, l'insalubrité des eaux interdit la consommation de coquillages pendant plusieurs semaines d'été. (Sans compter les « pointes » de l'été 1982, où des tonnes de poissons et de crustacés furent trouvés morts sur les plages. (Voir P.B. de l'époque sous la signature de André Guillo).

J.L.L.C

ELECTRONIQUE :

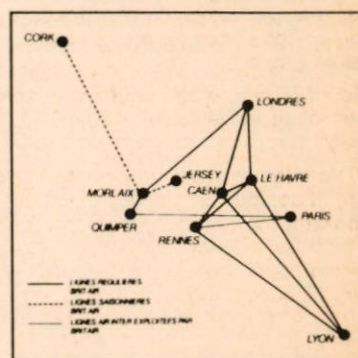
Une nouvelle méthode pour dégraisser

Dès qu'une entreprise est en difficulté ou que les perspectives apparaissent moroses, on parle de suppressions d'emplois. Ce sont les licenciements secs, qui laissent pour compte les salariés. Il y a aussi les suppressions en douceur (pé-retraites, FNE, primes au départ volontaire, congés de reconversion). Les groupes CIT et Thomson viennent de lancer les suppressions par « évaporation ».

Avec des établissements sur l'ensemble de l'hexagone, les 2 groupes peuvent transférer un service d'un établissement à l'autre et les salariés, sauf clause particulière, doivent suivre leur service. Beaucoup de salariés n'acceptent pas de quitter leur « région » et démissionnent. Pour une entreprise en sureffectif, quelle aubaine ! La Bretagne (Orvault, Dinard, TTR Lannion, Guingamp, Tréguier) est déjà touchée. Cela permet aussi d'annoncer plus de 700 arrivées de salariés dans le Trégor, pour compenser ceux qui sont mutés hors de Bretagne (sic), même s'il n'en vient finalement que 100. Il fallait y penser !



La région nous a donné des ailes...



Nous donnons des ailes à la région.

BRIT AIR - BP 156 - 29204 Morlaix - FRANCE
Telephone 010.33 (98) 62.10.22 - Telex 940929



Bretagne Normandie

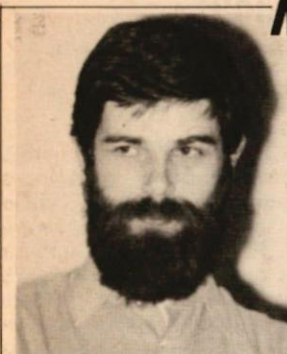
keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
Tél. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



Michel Genin a remis à F. Mitterrand une lettre des élus U.D.B. sur la Loire-Atlantique

à
Monsieur François MITTERRAND
Président de la République,

Monsieur le Président,

Votre voyage en Bretagne vous mènera dans quatre départements. Nous regrettons qu'il ne comprenne pas la Loire-Atlantique.

Je me permets, à l'occasion de cette visite, de vous rappeler les nombreuses demandes, manifestations, vœux de conseils municipaux, en faveur de la réintégration de la Loire-Atlantique en Bretagne.

— Historiquement l'appartenance de la Loire-Atlantique à la Bretagne n'est contestée par personne.

— Culturellement la Loire-Atlantique fait partie intégrante de la Haute-Bretagne, le conseil culturel de Bretagne recouvre bien, lui, les cinq départements. La reconnaissance de l'identité bretonne serait facilitée par la création d'une seule entité administrative.

— Economiquement l'ensemble industriel de la Basse-Loire, même menacé comme actuellement, rééquilibre la Bretagne économique. La Bretagne est le réel arrière-pays économique de Nantes.

Toutes ces raisons, succinctement exprimées, me font le devoir, au nom également de mes camarades élus de l'UDB en Loire-Atlantique, de vous demander de bien vouloir faire reconsidérer le découpage régional actuel avant le prochain scrutin.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, mes respectueuses salutations.

Michel GENIN
Conseiller municipal de Rennes
Président du groupe UDB

REGIONALES :

Le PASB, enfin ?

Par Joël GUEGAN

Certains l'avaient annoncé depuis longtemps. D'autres n'y croyaient plus. Le voici enfin, le PASB, le Plan des Automobilistes Sérieux en Bretagne !

Il ne s'agit pas de culpabiliser à tout prix ceux qui ont eu des ennuis au volant, mais d'organiser la limitation des risques.

Quelques points paraissent les plus importants :

1) Dans la Bretagne à cinq départements, il y a en gros chaque année 500 morts par accident, dont beaucoup de jeunes, sans parler du grand nombre de blessés graves.

Donc, je pense au danger que représente chaque véhicule ! Le mien. Les autres.

2) La vitesse étant une cause importante d'accidents graves, je la limite volontairement. A 90 km/h, je parcours 25 mètres/seconde. Si je suis distrait pendant deux secondes, j'ai déjà parcouru cinquante mètres, sans avoir commencé à freiner devant un obstacle éventuel !

3) Personne n'est à l'abri d'une faute de conduite. Je ne serai donc pas... averti quand je rencontrerai un chauffard — occasionnel ou permanent.

Donc, je conduis comme s'il n'y avait que des fadas sur la route ! Ce qui ne

Et l'intendance ?



m'empêche pas d'être correct avec eux, puisqu'aucune faute ne me surprend.

4) La distance de freinage dépend de l'état de la route, des pneus, de la charge. Je roule donc doucement.

5) Après consommation d'alcool, je me modère.

6) Diminuer de 10 % la vitesse, diminue de 20 % la consommation ! Et on pollue moins, on limite les importations de pétrole, on paie moins de taxes.

Ou mieux, pourquoi ne pas verser à une organisation bretonne la part que je ne verse plus à l'Etat français ! Un prélèvement automatique mensuel, c'est tellement plus pratique... Chacun peut enrichir ces propositions en adhérant au Plan des Automobilistes Sérieux en Bretagne.

Création d'un syndicat occitan de l'enseignement

Le S.O.C. (BP 36, 06013 Nice Cedex) vient d'être créé pour défendre et promouvoir la culture occitane, refuser l'exil forcé de nombre d'enseignants occitans, revendiquer un bilinguisme dans l'enseignement, de la maternelle à l'université, la revalorisation des métiers liés à l'enseignement. Le syndicat propose donc un nouveau type de recrutement et d'affectation des enseignants. Il entend créer des sections d'école et participer aux élections professionnelles.

34.276 demandeurs d'emplois dans le Finistère, à fin août

Ils se répartissent de la manière suivante : Brest, 14.966 ; Douarnenez, 2.982 ; Morlaix, 4.918 ; Quimper, 7.597 ; Carhaix, 2.209 ; Concarneau, 1.604. Ils représentent 10,14 % de la population active et 13,27 % de la population salariée.

Ces mesures destinées, selon les uns, à lutter contre le chômage ; selon les autres, à diminuer les chiffres, concernent au total 7.420 personnes. Sans elles, il y aurait plus de 40.000 demandeurs d'emploi dans le département.

- 458 personnes en contrat de solidarité - réduction de la durée du travail.
- 53 personnes en contrat de solidarité - préretraite progressive.
- 33 emplois d'initiative locale.
- 888 chômeurs créateurs d'entreprises.
- 355 contrats d'apprentissage et 37 prolongations.
- 750 contrats emploi-formation et emploi-adaptation.
- 1.042 personnes en stage d'initiation à la vie professionnelle.

Nom et prénom :

Adresse :

Adhère au PASB en adressant ce bulletin à UDB, B.P. 203, 56102 Lorient Cedex.

Vous voulez que l'UDB soit présente à des élections régionales pour lesquelles elle lutte depuis 1964. Cela dépend de nous, mais aussi de vous : adressez-nous votre aide financière, UDB, 203, 56102 Lorient Cedex.

COUP DE CŒUR...

AFRIQUE DU SUD Le gibet de la honte !

« Je remercie tous les pays qui ont pris part à la mobilisation internationale pour demander ma grâce. J'annonce au monde entier que mon sang a été versé pour ceux qui restent, afin que la lutte continue. J'ai confiance. Mon pays sera bientôt libéré des chaînes de l'oppression ».

Benjamin Moloïse, militant anti-apartheid de 30 ans, résidant du ghetto noir de Soweto, est mort par pendaison le vendredi 18 octobre, à 7 h du matin, à la prison centrale de Pretoria. Il venait d'adresser son ultime message au monde, réaffirmant encore une fois sa confiance en l'avenir de son peuple et de son pays.

Nous portons tous une part de responsabilité dans la fin tragique de Benjamin Moloïse. Et en tout premier lieu, ceux d'entre nous qui militent contre l'apartheid depuis des années. Nous n'avons su contraindre nos gouvernants à user du chantage économique à l'encontre du régime raciste, afin d'éviter ce nouveau crime. En cela, notre faute est immense.

La pendaison de Moloïse était programmée depuis plus de deux ans, depuis ce jour de juin 1983 où le verdict de mort fut rendu par les juges blancs dans l'ombre de l'exécution de trois autres martyrs du peuple sud-africain : Moïse, Motaung et Mogoerane. Cette année-là, 101 personnes furent exécutées dans les prisons sud-africaines. Une seule était blanche. Pendant plus de deux ans, Moloïse a guetté sa fin. Pendant plus de deux ans, les Grands de ce monde ont continué de commercer avec les racistes d'Afrique du Sud, leur ont accordé les prêts les plus avantageux, ont reçu leurs ministres dans les salons de Londres, de Paris ou de Washington, les ont approvisionnés en armes sous le manteau (P.B. mai 1985). Tandis que là-bas, les morts se comptaient par centaines, de ce côté du monde, on réarmait les fusils.

En exécutant Moloïse sous les feux de l'actualité, Botha vient de défier le monde entier. Et le monde entier est demeuré insensible à l'abomination qui venait d'être commise. Au mieux, on a condamné. Au pire, on a déploré... déploré le pourrissement d'une situation qui ne peut qu'entraver la bonne marche des affaires. Le cynisme a gardé tous ses droits.

Il apparaît aujourd'hui évident que si nous voulons demeurer fidèles à notre idéal de justice et à notre engagement fraternel aux côtés du peuple sud-africain, notre combat ne peut plus se cantonner dans le discours. Nous ne pouvons plus attendre l'aval des gouvernements européens pour rendre le boycott économique du régime d'apartheid effectif. Il nous faut parfaire notre organisation et gagner chaque jour de nouveaux militants à la cause anti-apartheid,



afin de constituer rapidement un groupe de pression qui pèse réellement sur la vie économique et politique de nos pays.

Le boycott est efficace et 77 % des Noirs d'Afrique du Sud le souhaitent (1). En sabotant l'économie sud-africaine, nous détruirons le fondement même du système d'apartheid. Cette économie est déjà sévèrement touchée en raison de la situation politique et sociale dans le pays. La production intérieure a chuté de 7 % depuis le début de l'année (2). Conséquence : inimaginable il y a de cela quelques mois, les industriels sud-africains sollicitent aujourd'hui des entrevues avec les dirigeants de l'ANC, le Congrès National Africain. Plusieurs délégations ont fait le déplacement ces dernières semaines, jusqu'au siège du congrès, exilé en Zambie. Le régime d'apartheid est en voie d'isolement.

D'ores et déjà, nous appelons la population à boycotter les articles suivants, tous importés d'Afrique du Sud, souvent produits dans les exploitations agricoles où les conditions de travail et de vie des ouvriers africains s'apparentent, sans exagération, à celles des esclaves noirs du sud des Etats-Unis au siècle dernier. Leur salaire journalier : le « sjambok » (le fouet local) et deux litres d'eau de vie.

Made in South Africa : agrumes Outspan, jus de fruit Pampryl, avocats Westphalia, raison du Cape, certains fruits Granny Smith (pommes, poires, abricots), tabac Rothmann, certains articles de laine Woolmark. Quant aux importations de charbon et d'uranium sud-africains, au prix de la vie de 800 mineurs africains chaque année, leur devenir relève du pouvoir politique. Syndicats, mouvements politiques, associations doivent intervenir à leur niveau pour qu'elles appartiennent bientôt au passé.

Nous devons empêcher que le courant des affaires reprenne avant, comme toujours, comme si de rien n'était.

Pour que le sacrifice de Benjamin Moloïse et de tant d'autres qui nous ont ouvert les yeux n'ait pas été vain.

Christian GUYONVARCH

(1) « Sunday Times » (journal anglais), 25 août 1985

(2) « Le Monde diplomatique », septembre 1985

Conférence internationale : Paix pour le peuple sahraoui !

Depuis 10 ans, le peuple sahraoui lutte pour obtenir son indépendance. La légitimité de ses droits et de son combat a été reconnue par l'organisation des Nations Unies et par l'organisation de l'unité africaine qui a accepté la République Arabe Sahraoui Démocratique en son sein. Il en va de même pour 61 Etats qui ont reconnu la RASD.

A l'heure actuelle, il apparaît que le conflit qui oppose la RASD au royaume marocain est source de tension en Afrique... Il apparaît également que l'Europe a un rôle fondamental à jouer pour que la paix s'établisse dans cette région du Maghreb. A cette fin, un comité de parrainage s'est constitué pour organiser une conférence internationale, dont le thème est : *Paix pour le peuple sahraoui, l'enjeu européen. La conférence se tiendra les 23 et 24 novembre à Paris.* (Information : BP 362, 75232 Paris Cedex 05).

D. CADIN

Conférence de la Ligue Celtique

La Ligue Celtique, dont les buts sont de promouvoir la solidarité interceltique et de faire mieux connaître dans les pays étrangers les problèmes des nations celtiques, ainsi que les efforts de leurs mouvements politiques et culturels pour les résoudre, a tenu sa conférence annuelle à Dublin à la fin du mois d'août. Des représentants des six sections nationales et de la section de Londres y participaient. Parmi les projets que la Ligue se propose de réaliser au cours des mois à venir, il faut citer l'exposition de livres et périodiques en langues celtiques qui sera organisée de nouveau par la section londonienne en conjonction avec la London Book Fair, en avril 86. La ligue prendra part au développement de la coopérative « Celtic Idea », lancée par des Ecossais (dont Rob Gibson) et elle appuie l'initiative prise par le secrétaire de sa section bretonne, Jorj Abherve-Gwegen, l'établissement d'un réseau de correspondants âgés de 14 à 20 ans entre la Bretagne et les autres pays celtiques. Elle continuera à alerter l'opinion publique au sujet des dangers présentés par les décharges radio-actives en Mer d'Irlande et la prolifération des installations militaires dans nos pays. La revue trimestrielle CARN, aux trois-quarts en anglais, et pour le reste en langues celtiques, s'est beaucoup améliorée depuis la conférence de 1984, sous la direction de Patricia Bridson. Elle s'attache à informer ses lecteurs répandus dans une trentaine de pays de tout ce qui peut influencer l'avenir des Celtes en tant que peuples distincts. La conférence a tenu à exprimer son soutien à Stourm ar Brezhoneg et son intérêt pour le projet de liste commune aux organisations bretonnes pour les élections régionales de 1986. Elle a élu Bernard Moffatt, jusqu'à présent secrétaire de la section mannoise, comme secrétaire général en succession à Alan Heusaf qui, au bout de 24 ans à ce poste, souhaitait la relève. (9 rue F. Blons, Plouzeniel, 29260 Lezvenen) est le secrétaire de la section bretonne.

PAYS DE GALLES :

Bilan et projets pour l'action politique

Au moment où le Plaid Cymru tient sa conférence annuelle à Inys Môn (Anglesey), il nous a paru intéressant de faire le point avec son secrétaire politique, Syd Morgan, sur la situation du Parti gallois. L'année 85 qui s'achève a été marquée par 2 événements majeurs : la grève des mineurs et les élections locales (1).

La grève des mineurs

Elle a coûté cher aux grévistes, encore plus cher à l'Etat (72 milliards de francs). Thatcher ne s'est pas remise de ce choc, dans lequel l'opinion l'a vue incapable de négocier vraiment et avant tout soucieuse d'humilier l'adversaire. Depuis sa victoire à la Pyrrhus, sa popularité est au plus bas. Le Parti travailliste, quant à lui, n'a apporté aux grévistes qu'un soutien ambigu. Dans la perspective des élections générales, le Parti travailliste est devenu centriste. Son leader, le Gallois Neil Kinnock a déclaré, significativement : « Je ne crois plus à une politique de l'emploi ». Il a aussi reculé sur le plan du nucléaire et sur les bases américaines. Pour l'emporter dans le sud-est de l'Angleterre — zone plus riche et moins touchée par la crise —, le Parti travailliste abandonne le Pays de Galles. Son soutien actif et continu à la grève des mineurs contre la fermeture des puits a valu au Plaid Cymru des progrès sensibles... et quelques désaccords dans la droite du Parti.

Les élections : des objectifs pour 3 ans

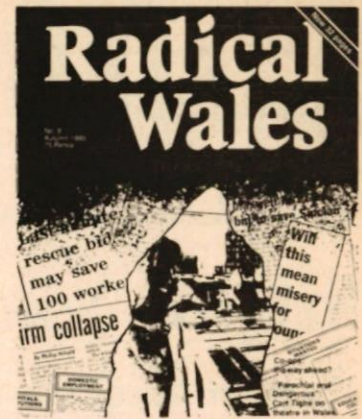
Les élections locales ont vu le Plaid Cymru progresser de 2 % en moyenne, de 4 % dans le Sud-Ouest. Le nombre de conseillers de comté passe de 20 à 21. Souvent, le Plaid Cymru se trouve dé-

sormais en 2^e position, alors que les concurrents sont plus nombreux (candidats de l'Alliance « Libéraux-SDP »).

Sur le plan électoral, le Parti gallois, fermement campé depuis 1979 sur la lutte pour l'indépendance et le socialisme décentralisé, s'est fixé des objectifs à 2 niveaux. Aux élections générales, le but est de passer de 2 élus (D. Wigley et D. Ellis Thomas) à 4, en gagnant Carmarthen (S.O.) et Inish Môn (Anglesey). Avec, comme dans l'Hexagone, des élections générales de plus en plus centralisées avec un accès de plus en plus difficile à la BBC, le Plaid a décidé de **concentrer ses efforts sur les élections locales**, pour lesquelles des plateformes précises sont en cours d'élaboration. L'objectif à court terme est de contrôler les districts du Sud-Est (Glamorgan et bassins houillers) : les districts de Blaenau Gwent, d'Isllwyn, de Rhymni et de Taf Elai sont accessibles. Pour couronner cette progression, le Parti espère bien remporter le siège du Nord Pays de Galles aux élections européennes de 1989, grâce au contrôle des conseils de district d'Arfon et de Meirionnydd. Les objectifs sont à la fois bien cernés, mobilisateurs... et ambitieux.

J.J.M.

(1) L'UDB était représentée au congrès de Môn. Voir aussi *PB* octobre 84.



Un exemple des succès du Plaid Cymru : sa revue de réflexion *Radical Wales*, première revue intellectuelle du Pays de Galles.

porcelaines - faïences - grès
verres et cristaux - coutellerie - acier inox

Fanch GRIFFON

4, rue duquay-trouin -
29100 d'Armenaz - tél. 92.18.17

cadeaux - souvenirs - listes de mariage

L'ARTISAN DU DÉMÉNAGEMENT

DENIS PHILIPPE



FER - MER - ROUTE
Camions capitonnés Matériels spécialisés

25, rue Evariste-Galois
29200 BREST - Tél. (98) 03.11.52

JUSQU'AU 16 NOVEMBRE

QUINZAINÉ DU SALON

Exemple : SALON RUSTIQUE : hêtre massif,
mousse polyuréthane. GARANTIE 5 ans,
revêtu de cuir rectifié comprenant :
1 canapé 3 places convertible 176 x 96 x 83
2 fauteuils assortis 79 x 96 x 83

Les 3 pièces :
livré

7490F

l'ami PEM



**MEUBLES
LOSSEC**

rte de Lannilis, LE FOLGOET
142, bd de Coataudon, GUIPAVAS

POBL VREIZH

Glizh-Arc'hant

**Romant kazetenn
diembann,
gant Fanch Treger**

**Pevare rann :
Lomm an Touller**

« Ale, Lom, mont mat a rez ? Aman eo brav dit. Ar re-man ne reont ket kalz a drouz ! »

— Nann sur, met sikour ac'hanon kalz ne reont ket ivez ! »

Evelse e oa boulc'het ar gaoz etre Jakez ar Sidaner, deuet da naetaat bez e familh, Sidanered Glizh-Arc'hant, ur penad a-raok Gouel an Hollsent, ha Lomm an Touller, paotr ar poullou, karget eus bered Plouarmel, hag a oa d'ar mare-se o kempenn ur groaz vaen.

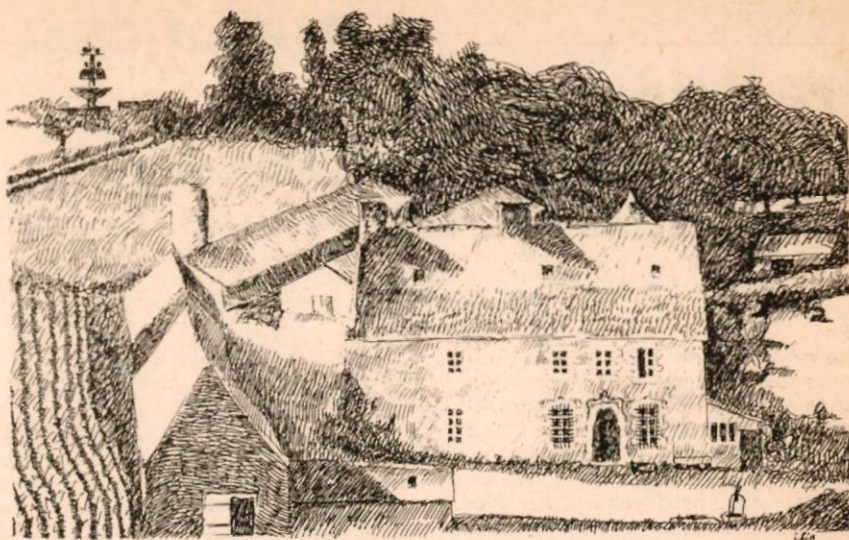
Abaoe dek vloaz bennak e oa Lomm, ur gwaz e-kreiz e oad oc'h ober war-dro bered Plouarmel : toullan ar poullou, adstouvan anezho, sevel ar relegou, c'he-wennat an aleziou, dresan ur groaz bennak, kempenn ar beziou, lakaat un tamm grouan aman hag ahont, sell aze a vicher.

Da gentan en doa kavet anezhi start. Darempredin ar re varv n'eo ket ken aezet-se evit ar re vev. N'eo ket an holl evel hor skrivagner brudet Tangi Malmanche hag a lavaras, e galleg mar plig : « Somme toute, il n'est encore que les morts pour savoir vivre ».

Plijout a rae da heman end-eeun gweladennin ar chapelioù kozh ar c'har-neliou ha dreist-holl ober kaoz gant kloppennoù an dud aet da anaon. Na pegen hegarat, ne pegen seven, emezan, eo ar re-man e-kichen ar re vev !

Lom, avat, a oa bet ur pennad amzer a-raok kustumin ouzh e vicher ; gwir eo ne oa ket re aezet. Ha c'hoazh ma ne vije bet nemet ar re varv, met ar re vev, ma Doue, ar re vev ! Ar re-se an hini a oa ar gwashan. Klevit anezho :

« Lom », eme homan gozh, krog en he deg vloaz ha pevar-ugent, « pa varvin, arabat dit lakaat ac'hanon e-barzh ar vered nevez, han ! nann, me 'm eus c'hoant da chom e-barzh an hini gozh. Klevout a rez ! Met n'ouzon ket perak e laran se dit, koll amzer a ran ; te, moarvat, a vo marv araokon-me ! »



« Lom » eme heman, « pa interi ma mamm-gaer, diwall mat da ankounac'haat lakaat anezhi war he c'hof e-barzh he bez, evelse e c'hell skraban pezh a garo. War draon ne vo ket strikt ! ».

Hag homan all o tont da gerc'hat relegou he gwaz gant ur vouest kartons, ar c'hoad o vezan re ger moarvat d'ober un arched bihan. Ha koulskoude en doa kemeret poan Lomm evit sevel relegou ar paotr kozh-se ha dreist-holl evit troc'han ar wrizienn a dremene dre gogenn e benn hag a zeue er maez dre doull e lagad. Ya, ur vicher start eo honnezh, me lar deoc'h !

« Ale, Lom, labour 'zo ? »

— Ya, ya, kalz gwelloc'h 'h a an traou abaoe ez eus ur medisin hag un apotiker nevez er bourk. Breman ne chomont ket da rusan.

— Piv ?

— Feiz, ar re glanv, eveljust !

— Paour kaezh paotr, arabat ober goap evelse, aman e teuimp holl ! Ha pelloc'h amzer moarvat e vimp marv evit e vimp bev.

— Sur awalc'h. Koulskoude, eme Lom, e kav din e vo diskontet din an amzer am bo tremenet o labourat aman, er vered, e-pad ma buhez. Kement-se nebeutoc'h am bo d'ober.

— Te 'zo sot, pe betra ? te a sonj ganit 'h out finoc'h evit ar re all, evidout da gaout itrik ! Klevit heman ivez 'ta ! biskoazh kemend-all ! ».

« Selaou 'ta Lom, eme unan yaouan-koc'h, daoust hag-en e c'hellfes sevel arched ma mamm diouzh bez he zud ha lakaat anezhi e bez ma zad ? Evelse e vint asamblez evel ma 'h eo dleet ».

Lom a sonje ennan e-unan ne oa ket ar re vev evit leuskel ar re varv sioul d'ober o c'housk diwezhan. Sonjal a rae ivez e oa fentus awalc'h gwelout ar vugale o klask lakaat stok-ha-stok en o bez o zad hag o mamm, daou bried n'o dao ket gelllet biskoazh en em domman an eil ouzh egile na zoken en em ober e feson ebet e-pad o buhez war an tamm douar-man.

Un devezh, ur pennad a-raok Gouel an Hollsent, e oa chomet Lom da gempenn ur bez goude e labour. Un tamm gwalc'h hin

d'ar mein gant ur bannac'h trenkenn, ur baliad grouan kaer pe ziv war ar c'hreiz anezhan, ul livad alaouradur war al lizherennou ha mat pell zo ! Laouen kaer e vo ar familh gant se.

Tre ma oa o pledin gant e labour evelse, e oa deuet an noz kazimant hep gouzout dezhan. Pa savas e choug, e welas ar bez nesan d'an hini a oa o kempenn sklerijennet kaer meurbet en un doare iskis ha fromus war un dro. Ne oa ket « paotrig e skod tan » evel er c'hontadennoù dastumet gant Fanch an Uhel gwechall, na kennebeut sklaerderigou-noz, nann, kustum e oa Lom ouzh a re-man evel kement den a dremen al lodenn vrasan eus e vuhez' er vered. Kalz sklaeroc'h ha gwennoc'h e oa ar goulou. Neuze eh en em gavas Lom nec'het un tammig, santout a rae ur c'hwezenn yen en e gerc'henn ha dont a rae da sonj dezhan eus ar c'haoziou en doa klevet e korn an oaled pa oa bihan.

Daoust hag-en ne oa ket ar sklerijenn-man ur skouer pe ur seblant bennak ? Beuzet e oa e benn ganj sonjou du pa savas e zaoulagad etrezek an oabl. Ha neuze e welas a-us dezhan, e maez ar vered, ur post goulou-ker enaouet e-pad ma oa en daoubleget o labourat. Goulou ar post-man an hini a oa o paran war ar bez hag o sklerijennan anezhan !

Da vezan kendalc'het

CEOL

A Journal of Irish Music

Setu ase ur gelaouenn talvoudus da lenn, é toned er-maes diw wezh ar blez, a-c'houde 1963.

Un taol-lagad bihan ar pennadoù an niverennoù diwezan hag e weler ne vez ket goular ar soubenn ged CEOL :

Computer Analysis of Irish Music, the Warpipes in Ireland, Shakespeare's Uilleann Pipes...

Komanant-blez : ar-dro 30 lur (ged ar misoù-kass).

Skrivit da : Breandan Breathnach, 47 Frascati Park, Blackrock, Co. Dublin (Eire).

TRO VREIZH FANCH MITT

En e charreou e oa ar Prezidant Mitterrand, oc'h ober e Dro-Vreizh diwezhan. Laouen ha seder evel pemp gweneg. Diouzh e glevout, n'eo ket bet gwell zaoubennet gant cholori ar Vretoned. Ar re-man o deus graet kentoc'h penn-mouz dezhan eget mont da strakal o daouarn war ar straedou pe d'e c'hwistellat. N'eo aet er-maez anezhan e-unan nemet ur



wech : en Orient p'edo paotred ar CGT hag ur bagad « otonomist » dizouj ha divergont oc'h huchal warnan hag oc'h ober un tamm touzan d'e gribenn. Aze memestra, ne voe ket evit derc'hel war e deod. Respont a reas dezho hag en imoret ken a oa, dispourbellet e zaoulagad hag ur struj en e gerc'henn, penaos « n'eo ket a-walc'h distripan un toullad sorc'hennou evit kas Bro-Frans war-du an Araokaat.

E gwirionez, e-lec'h seurt Araokaat, gwell eo din souzan. Rak, un dra a zo sur, hon Achantour ne oa ket leun e baner a louzeier a-enep klenved an dilabour en hor Bro. Daoust dezhan rein da c'houzout e oa a-du, ennan e-unan, evit rein un tamm skoazell da Vro-Dreger, ez eo bet sklaer en e gomzou. Arabat bezan en gortoz e vefe diskleriet hor c'horn-bro evel ur « pôle de conversion », da laret eo « ul lec'h-adframman ». An dibabou a zo bet graet abaoe pell'zo ha sevenet dre ar Steunvou (ar Planioù). Ne vezint ket lakaet en arvar. Ha gwelout a reomp abaoe un nebeut miziou pelec'h e vez postet an arc'hant gant ar Stad : 3 miliard el Loren (Peuple Breton miz mae), 2 miliard en Norzh e-kerz beaj Mitterrand e Breizh ha miliardou prometet c'hoazh da Vro-Loren nevez zo. Evit kement a sell an elektronegezh aman, netra de c'hortoz nemet

bruzhun... Netra... nemet ar « c'hemman-lec'h », ijinadenn diwezhan ar Stad. Ar pezh a dalvez kement-man : « c'hw'i a rank mont kuit met, sanset, e teuo kement-all a dud en ho plas ». Evel-se (marteze ?) ec'h asanto al labourerien divroan he freuzh na reuz.

Padal, distroomp war « sorc'hennou » ar Prezidant. Ac'hanta, goude bezan klevet e brezegennou ha troet ha distroet meur a sonj dre ma fenn, ne gredan ket ez eo paotre ar CGT a gont flabaj, kentoc'h eo Mitterrand e-unan. N'on ket kustum, gwir eo, da daol evezh ouzh komzou flour ar bolitikerien c'hall, pa zegouezhont e Breizh. Zoken, pa oa deuet ar Jeneral da Gemper da gontan e siklezonou a-zivout porzh-mor Brest ha me oar..., n'em boa dalc'het sonj nemet eus ar fals-promise-saou hag eus ar gevier en doa taolet a vilvern war hor pennou. Hogen, breman, p'en em lakaan da vemorin, par ran un distro war an amzer dremenet, e teu da sonj din eus un dra a gaver ivez e prezegennou Mitterrand : ar **fistoulan**.

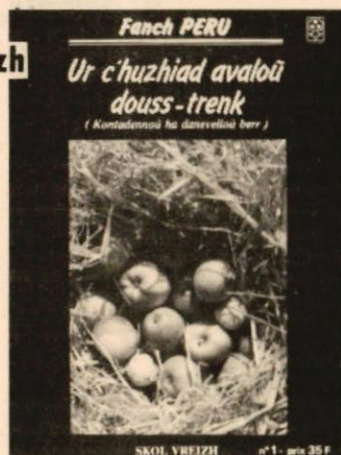
Evit piv ez eo kemeret ar paour-kaezh Bretoned gant paotred ar Stad, ma ranker komz outo en un doare ken iskis ha ken

dishenvel diouzh an doare ma vez komzet ouzh ar re all ? Ha Zouloued e vefent pe huroned, evit ma rankfer mont dezho evel-se, gant ar gloge vras, rein mel dezho gant al loa-bod ? « Breizh, kentan Bro Europa », Breizh o trec'hin evel Bernard Hinault ». « Saludin a ran pennegezh ar Vretoned hag o dalc'husted, int hag o deus gouvezet dont da vezan e-touez ar re wellan dre o foan hag o reiz », « ar Vretoned n'int ket tud aes, met par roont o dorn ez eo da vat » hag all, hag all... **Bretoned tud pennek, tud feal, ar re wellan**, seurt louegaj am laka da sonjal e barzhoneg brudet Youenn Gwernig. Ma ne verz ket ar Vretoned, goude-se, ez int tud a-ziforc'h hag o deus « ar gwir da vezan dishenvel », gwazh a se evito. Rak Aotrounez Pariz a ra dezho da santout, adalek ma lakaont o zreid en hor Bro, n'int ket Gallaoued evel ar re all. « Pobl Vreizh » evel ma lavare Mitterrand e ker Gwened n'o ket ur ger goulo, daoust dezhan ober implij eus seurt bomm evit hor strobineall hag hon hoalan un tammig muioc'h. Ra vo dibikouzet eta da zaoulagad ar Vretoned.

F. KERRAIN

Fanch PERU

Ur c'huziad avalou trenk,
Skol
Vreizh



Plijus eo levrig Fanch Peru, dreist holl evit ar re a zo diwar ar maez, evelton-me.

Dek kontadenn pen danevell a zo aman. Berr ez int ha dudius. Evel a lavar Peru ur blas dous ha trenk a zo warno.

Kavet eo gantan an ton just da zesplegan pezh a dremen dre kalon ha spered an den. Buhez tud war ar maez a zo aman. Buhez ur rummad a zalc'h da vont war goach'lan. Perak non pas kontan dimp buhez tred kêr ! o zammig planedenn e Brest, en Orient, Naoned pe Roazhon, c'hellfer, marteze, en em c'houl ! Met e gwirionez, n'eo ket ken bras an diforc'h etre planedenn an dud vihan, pe vezont en kêr pe war ar maez. Ken kri eo an dilabour d'an hini diwar ar maez hag evit an hini eus ker. Ha piv a blij dezhan kemer hent an ospital !

Gwir eo n'eus paotr saout elektrik ebet tro-zro ar c'herioù c'hoazh, na toullou da guzh avaloù trenk pe ur voutailh gwin ruz.

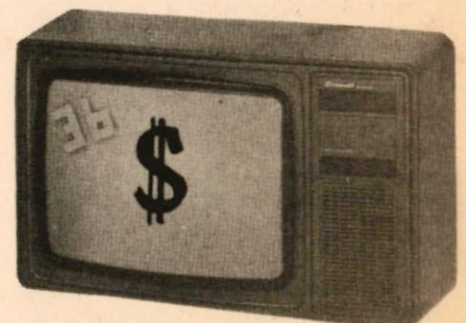
Gant e galon, en deus savet Fanch Peru al levr-man ha spi am eus e vo lennet gant an holl vrezhonegerien.

Janig Bodiou

Kanal plus

Ur c'helou newez zo deut da Vreizh : arriet eo ar bederved chadenn en hon bro. Ya, un dro bennag eo deut met n'eo ket ewit netra. An hini en devo c'hoant da gaoud anezi a vo red dezan digerin e bress adarre ha tennan an arc'hant deus ar fons : 150 lur beb mis, peadra da lakaad an dud dindan c'hle muioc'h c'hoazh. Daoust piw a c'hall ober kement-se a lorc'haj goude bezan bet dija kement da baeen ha bihan an arc'hant gant kalz, hirie an deiz ?

Met paotred « kanal plus » a zo paotred fin. Goud'ousont penaos sorc'hennin an dud. Ar sport a blij ar muian er vro a-bezh eo ar foot-ball. Setu e tiskwelfont da gentan ur bern matchoù. Evel-se teufont a-benn da gaoud pratikou e-touesk ar bobl. War ar marc'had e rofont filmoù lous, moarvad ewid pinvikaad kultur ar Fransijen. Ur bern tud a vo kontantet, darn



o welet revr ar footballerien ha darn all o weled an tu all... Med pa vo kistion da baeen, e refont ur c'hoarzh all hag e sonjfont marteze ec'h eo ur vezh gweled ar gouarnamant sossialist o sikour paotred an arc'hant diwar gein ar bobl.

Jakes Teod

FESTIVAL DE DOUARNENEZ 85 (suite)

Larry CLARK, cinéaste et militant

Douarnenez n'est pas Deauville. Ce n'est pas le lieu des caprices de stars minutés. Nous en avons eu la preuve lorsque nous avons rencontré successivement Larry Clark et William Greaves : le temps qu'ils nous ont accordé a largement dépassé ce qui avait été initialement prévu. Nous ne nous en plaignons pas tant est évidente la densité de ce qu'ils avaient à dire.

Nous présentons dans ce numéro environ les 2/3 de l'interview que nous a accordée Larry Clark, réalisateur de l'un des films les plus remarquables au festival : *Passing Through*. Il nous parle de son travail, mais aussi de l'organisation de la lutte politique aux USA. Militant au Parti communiste américain, il expose aussi des points de vue qui sans doute nous surprennent, dérangent les stéréotypes que nous nous fabriquons à distance. Sa conception internationale ne peut que nous intéresser.

Nous l'avons rencontré au cours d'une journée qui pour lui était chargée. Ce qui frappe, c'est sa disponibilité, malgré la fatigue, à répondre de façon nette aux questions (alors même que certains ne lui plaisaient guère) Qu'il soit remercié et de sa gentillesse et de la force de conviction que lui donne une sincérité évidente.

Nous publierons dans notre prochain numéro la fin de cette interview et une synthèse des propos (plus axés sur la lutte culturelle) de William Greaves.

P.B. : Pouvez-vous nous parler du cinéma noir ?

Larry Clark : Il existe depuis le début du siècle. Cela a été un effort continu de nous, les Noirs, pour parler en notre nom, pour raconter nos propres histoires et de dire qui nous sommes, nous-mêmes.

P.B. : Est-ce que vous avez eu beaucoup de problèmes pour faire vos propres films, les moyens dont vous disposiez étaient, je suppose, plutôt limités ?

L.C. : Oui, ça a été un problème depuis le début. Les films indépendants sont faits avec de tout petits budgets.

P.B. : Est-ce que le cinéma utilisé comme une arme n'est pas relativement inefficace face à un cinéma blanc, qui a beaucoup plus de moyens ?

L.C. : Non, je ne le pense pas du tout. A Hollywood, nous savons quel genre de films ils font, mais c'est important pour nous de commencer à travailler sur un cinéma indépendant, de ne pas perdre de vue nos objectifs. Il est évident que nous ne faisons pas de films au même niveau qu'Hollywood. Si c'était le cas, ce ne serait pas un problème en Amérique. Parce qu'il y a un problème en Amérique, nous luttons pour le résoudre, nous devons commencer quelque part. Déjà, j'ai vu au cours de ces dernières années à quel point le cinéma indépendant s'est développé et à quel point la distribution des films est devenue de plus en plus complexe et internationale, si bien que nous faisons beaucoup de progrès et je pense que nous ne sommes pas inefficaces du tout. Je crois qu'il y a beaucoup de travail à faire, mais je ne perçois pas Hollywood comme le type d'organisation monolithique qu'on pourrait imiter. Et les Noirs américains ne sont pas les seuls réalisateurs indépendants. Il y a un bon nombre de réalisateurs blancs qui font des films de contestation, des Américains originaires d'Asie, des Hispano-américains... Bon, nous ne sommes pas les seuls à faire ce travail.

P.B. : Quelle est votre audience ?

L.C. : Nous devons prendre conscience qu'en premier lieu nous avons pour tâche de faire converger un public spécifique qui est notre communauté, c'est ce qui constitue notre objectif et au-delà, il y a le public en général, nous souhaitons toucher autant de gens que possible... le grand public. En plus, il y a le public international, en particulier en Afrique et aussi, si possible, en Europe. Tout cela est très difficile et peut-être qu'on n'a pas toujours mesuré le succès en termes d'affluence. Je pense que si on considère le public Noir américain, je vois bien où nous avons obtenu un certain écho, peut-être pas autant que nous l'aurions souhaité, mais je sais que nous avons un certain répondant.



P.B. : Est-ce que le cinéma noir est essentiellement contestataire ou est-ce qu'il existe aussi un cinéma noir qui se plie aux stratégies du pouvoir blanc ?

L.C. : Je ne suis pas sûr de bien comprendre la question, mais nous essayons de définir notre propre cinéma, de le développer selon une ligne que nous estimons utile à la communauté noire. Nos films sont d'une teneur opposée à celles des réalisations d'Hollywood. Par exemple, hier soir, le film de William Greaves : « *Frederic Douglas* » (militant noir abolitionniste au XIX^e siècle) et celui de Woodie King sur Malcom X. Jamais Hollywood n'a conçu la moindre possibilité de faire un film sur Frédéric Douglas. Le seul film sorti d'Hollywood qui a représenté ce personnage c'est « *Naissance d'une nation* », et encore le personnage de Frédéric Douglas est d'une totale fausseté historique et c'est même une véritable escroquerie : quand Hollywood a l'air d'avoir peur de Douglas, on peut voir à quel point elle a donné de lui l'image d'un voyou, d'un être diabolique, presque de l'antéchrist, mais quand William Greaves donne une image de Douglas, c'est plus correct du point de vue historique. Il en va de même pour John Brown. Il y a un film dans lequel joue Ronald Reagan et où on essaie d'attraper John Brown avant qu'il puisse libérer les esclaves et il est présenté comme un personnage abominable.

Recueilli par : Monique LE TREUT
Yves JARDIN
Paul GUEGUENIAT

Alors que dans le film de Greaves, hier soir, il y a une scène qui met en présence John Brown et Frédéric Douglas et la peinture qu'il fait de John Brown, c'est en fait celle d'un révolutionnaire blanc sympathique, sensible, respectueux des autres. John Brown était un héros et pendant la guerre de Sécession, on a chanté « *John Brown's body* » à longueur de temps. Mais le cinéma blanc américain ne se contente pas de maltraiter les Noirs américains, il maltraite aussi les blancs progressistes. En somme, notre cinéma est différent, nous essayons de faire quelque chose de différent, non seulement pour les Noirs américains, mais aussi pour les blancs progressistes. La façon dont William Greaves a présenté les abolitionnistes, par exemple la femme, la femme blanche, était pleine de respect et ça, c'est un tournant très important dans notre histoire parce que c'était la première fois que les femmes avaient une action politique aux USA à propos du vote des femmes ; Frédéric Douglas prit une part importante dans ce mouvement. Cela fait que le cinéma de Hollywood, lorsqu'il traite de la question féminine, et en particulier à propos de cette période-là, il le fait de façon très méprisante.

Cela fait que notre cinéma est progressiste, il ne concerne pas que les Noirs mais les progressistes en général, c'est ce que nous essayons de montrer ; c'est notre objectif. Ceci dit, il y a des cinéastes qui, individuellement, ont d'autres opinions, mais les cinéastes dans leur grande majorité ont pour objectif de faire des films progressistes, indépendamment de leur position politique. Un mot, les champs d'action politiques ou individuels sont différents, mais je pense que les films ont pour but d'essayer de nous trouver nous-mêmes, d'essayer de trouver une voie progressiste pour résoudre nos problèmes.

P.B. : Pourriez-vous nous parler des mouvements noirs aujourd'hui ? Quelle est la situation ? Que sont devenus par exemple les Black Panthers, où sont-ils maintenant ? Qu'est-ce qu'ils font ?

L.C. : O.K. J'ai l'impression que les Français font du fétichisme sur les Black Panthers (rire).

P.B. : Ils étaient très connus...

L.C. : Oui. En réalité, il y en avait trois ou quatre branches aux USA ; alors, desquels parlez-vous ?

Jackson par exemple a été quelque chose d'important et je pense que cela mérite d'être regardé de près, si on veut comprendre la nécessité d'un esprit progressiste dans une



communauté noire ou la nécessité de l'organisation au niveau local dans une communauté noire. Les Noirs américains sont plus conscients. Dans les années 60, il y a eu le Mouvement des droits civiques et les mouvements de la conscience noire ; aujourd'hui, les noirs ne débattent plus seulement de problèmes internes, mais aussi de questions internationales, la question sud-africaine par exemple et à l'origine de cela, il y a probablement Luther King quand il s'est élevé contre la guerre du Vietnam, qu'il a politisé le Mouvement des droits civiques et qu'il a permis d'élever la conscience des gens de telle manière qu'ils étaient plus impliqués sur un plan international, parce que ces choses-là nous touchent aussi. Ainsi, Jessie Jackson ne parlait-il pas seulement des problèmes intérieurs des Noirs américains, mais il parlait de la question palestinienne, il parlait du Nicaragua et du Salvador et de la Grenade : c'est quelque chose que nous ne faisons pas dans le passé. Les gens ont tendance à retenir les aspects les plus romantiques du mouvement noir américain, à savoir le Black Panther Party qui, en réalité, n'était pas efficace du tout. Mais le B.A.-BA des mouvements des masses et le B.A.-BA de la lutte, ce n'est ni le charme, ni le romantisme, c'est le boulot... s'organiser et tout... Vous savez, un gros travail a été fait. Pas un travail de prestige, pas le travail qui vous ouvre la une dans la presse internationale, mais c'est le travail le plus efficace. Beaucoup de syndicats travaillent maintenant. Beaucoup de mouvements de Noirs américains et de syndicats sont implantés dans les principales industries. La grande majorité des Noirs américains appartient à la classe ouvrière quand ils peuvent trouver un travail et ainsi, à mon avis, nous sommes à un autre niveau, nous pouvons en faire l'analyse. C'est ce qu'on peut lire dans les journaux et essayer de saisir. Il faut faire une analyse juste pour saisir ce qui se passe.

P.B. : S'ils veulent lutter, dans quels mouvements ou quels partis les Noirs peuvent-ils militer ?

L.C. : Il y a beaucoup de choses à faire, adhérer à diverses organisations. J'ai choisi une voie particulière et d'autres choisissent d'autres organisations. Il y en a beaucoup. Certains choisissent une politique électorale : la campagne de Jessie Jackson. Bon nombre de gens ont travaillé pour la campagne de Jessie Jackson et c'était une décision importante à prendre. D'autres travaillent dans les syndicats.

P.B. : A côté d'autres groupes ethniques ?

L.C. : Oui. Donc on peut lutter de bien des façons. La plupart des Noirs sont tenus de lutter d'une façon ou d'une autre, inconsciemment ou non. La façon de survivre aux USA, c'est une lutte en soi. Maintenant, il y a des gens qui ne contribuent pas à la lutte : c'est une petite minorité. 97 % des Noirs ont voté contre Ronald Reagan, 3 % seulement ont voté pour lui ! Bien sûr, le vote pour Mondale, c'est un vote contre Reagan, comprenez-vous ! Ils haïssent tellement Reagan qu'ils votent même pour Mondale ! Sans doute, s'il y avait eu un candidat plus costaud que Mondale, Reagan aurait même fait moins de 3 % du vote noir.

Alors maintenant, si vous comparez le pourcentage de Noirs américains qui votent contre Reagan au pourcentage d'autres Américains qui votent contre lui, vous voyez bien que les Noirs américains, à mon avis, sont décidément plus évolués politiquement que l'ensemble de la population. Et ça, c'est le résultat des mouvements pour les droits civiques et de la campagne de Jessie Jackson. Les noirs n'ont pas du tout été mystifiés par Reagan. Bon, vous savez bien qu'on peut toujours en trouver deux ou trois qui se laissent acheter : toute la clique va essayer de les monter le plus possible et ils prétendront que la communauté noire soutient la politique de Reagan. Je crois que n'importe qui, doté de la plus petite lueur d'intelligence, comprend le stratagème.

P.B. : Pouvez-vous nous parler du Parti communiste américain et de son attitude à l'égard des minorités ? Ici en Europe, les partis communistes ont souvent tendance à nier l'existence des minorités.

L.C. : Je ne connais pas la situation ici, je ne peux pas faire de comparaison. Ce que je peux faire, c'est parler de notre situation, mais vous savez, je ne suis pas porte-parole du Parti communiste. J'en suis membre et en général, ce que je souhaite quand j'en parle, c'est dire clairement que c'est mon opinion ; en principe, je préfère les questions qui traitent du cinéma à celles sur le Parti. Mais je peux vous dire que les divers peuples qui subissent une oppression nationale aux USA jouent un rôle très important au Parti communiste.

P.B. : Ils y adhèrent ?

L.C. : Pas seulement ça, ils sont à la direction.

P.B. : Les Porto-Ricains ?

L.C. : Oui. Des Noirs américains, les Hispano-américains, les Indiens, les Asiatiques. Il y en a un bon nombre à la direction... Nous sommes en pourcentage plus nombreux à la direction que dans la population. Lors des dernières élections à la direction, ce sont les Noirs américains qui ont été portés à la présidence et à la vice-présidence du Parti communiste : voilà pour les 16 dernières années. Et à trois reprises, c'étaient des femmes, des femmes noires. Nous ne pensons pas au parti, puis aux Noirs américains, au parti puis... disons aux Hispano-américains, en fait les peuples qui subissent une oppression nationale en font partie intégrante et constituent la direction.

Le racisme fait partie de notre société et s'il est dans une société, il est dans chaque organisation. Il ne peut pas y avoir une organisation en France, en Amérique, exempte de racisme ; votre organisation ne peut pas être exempte de racisme, je ne peux pas vraiment imaginer qu'il puisse en être autrement. Le problème c'est : comment pouvez-vous combattre le racisme sans aucune forme d'organisation ? De quelle façon faut-il placer en priorité le problème du racisme ? Faut-il le placer en priorité ? Et ce n'est pas de la responsabilité des groupes ethniques, des peuples minoritaires, des noirs ou des métis de combattre le racisme, c'est de la responsabilité des Américains blancs comme c'est de la responsabilité des Français blancs de combattre le racisme parce que c'est leur problème.

Je ne passe pas mon temps dans un parti à me battre contre le racisme : c'est de la responsabilité de mes camarades blancs. Tout comme si, en tant que femme vous deviez passer votre temps à lutter contre le sexisme, c'est de la responsabilité des hommes.

Je ne sais pas quelle est la situation ici, mais, pour répondre à votre question, c'est ainsi que nous, nous agissons.

ESCLAVAGE :

Nantes se souvient

A l'occasion du tricentenaire du Code Noir (mars 1685), l'association « Le Triangle d'Ebène » organise, à Nantes, une série de manifestations culturelles et artistiques.

7 novembre, à 20 h 30 : l'évolution des Antilles du XVIII^e siècle à nos jours. Film « Les enfants de la Guadeloupe » et débat avec une femme écrivain du pays. Maison des Associations, 7 rue de Gigant, Nantes.

8 novembre, à 21 h 30 : concert sous chapiteau à St-Herblain : Fal-Fret (Antilles).

13-19 novembre : semaine cinéma : films sur l'esclavage et l'apartheid, au Cinématographe, rue des Carmélites, Nantes.

21 novembre : « Esclavage contemporain », débat (Maison des Associations), avec un représentant de l'O.N.U.

Le code noir donnait un statut aux esclaves, premier début d'amélioration de leur sort. Beaucoup de ces esclaves ont été vendus par les armateurs nantais. Etudier ce passé, dont nous ne sommes pas responsables, c'est être vigilant sur les survivances actuelles de ce système scandaleux.

(Contacts avec l'association : 21 rue La Motte Piquet, 44100 Nantes).

L'énergie contre l'emploi (suite de la p.7)

Nous avons eu droit au changement... dans la continuité. L'idée de l'indépendance énergétique règne toujours et la France a construit à grands frais un ensemble de centrales nucléaires. L'électricité nucléaire coûte cher mais elle est française, et on en produit tant que l'on ne sait plus trop quoi en faire. La baisse du prix du pétrole ajoutée à la baisse du dollar allait créer une situation catastrophique. Alors on aménage artificiellement des débouchés à EDF en taxant lourdement l'énergie importée : pétrole, charbon, gaz.

Entre l'emploi et l'industrie nucléaire on a choisi la seconde. Le gouvernement prétend qu'il faut assurer l'équilibre des échanges extérieurs, (ce que nous approuvons) et, pour cela, diminuer la facture pétrolière. Une politique dynamique consisterait plutôt à fournir aux entreprises de transformation et de transport l'énergie au plus bas possible pour permettre d'abaisser les prix de revient. La meilleure compétitivité des produits français qui en résulterait entraînerait une augmentation des exportations et, par suite, l'équilibre des échanges tant souhaitée.

La continuité de la politique énergétique hexagonale maintient un frein puissant à l'industrialisation de la Bretagne. Le statut d'autonomie que nous demandons devra donner à notre pays la possibilité de définir lui-même ses objectifs économiques et les moyens de les réaliser. La maîtrise de la politique bretonne de l'énergie devra donc impérativement faire partie du statut.

G. LE HEN

HISTOIRE ET TOPONYMIE :

Les noms en Plou- ont encore des choses à nous dire

Peut-on retrouver des toponymes gallo-romains dans les noms de lieux en Plou- ? La question paraîtra farfelue à tous ceux qui s'en tiennent à la règle bien établie qui veut qu'un nom en Plou- (avec ses variantes Plo-, Plé-, Plu-, Pla-, et son équivalent guic-) est formé à partir d'un premier terme désignant la paroisse (du latin Plebe) et d'un second qui est le nom du saint fondateur, guide spirituel d'un groupe d'immigrés bretons arrivant en Armorique.

Pourtant elle mérite d'être posée : l'application de la règle est loin d'être toujours satisfaisante, beaucoup de ces « saints » sont inconnus ailleurs, dans la majorité des cas ils ne sont pas patrons de la paroisse qu'ils auraient fondée, les références insulaires manquent. Puisque l'on admet maintenant que la Bretagne n'était pas un pays désert à l'arrivée des Bretons, mais qu'il y vivait des populations gallo-romaines en partie celtophones, il est envisageable que des noms de lieux anciens aient été repris pour désigner la paroisse de l'église primitive.

EXEMPLES

D'ailleurs, il y a déjà environ 25 % d'exceptions, où le deuxième terme est un appellatif ou un qualificatif : meur, nevez, balaneg, kastel, etc..., et on pense même que Telmedovia, qui a donné Ploudalmézeau, est un nom de contrée antérieur à l'immigration. Pourquoi n'y en aurait-il pas quelques autres ?

Une recherche rapide donne des résultats surprenants. Limitons-nous à quatre exemples :

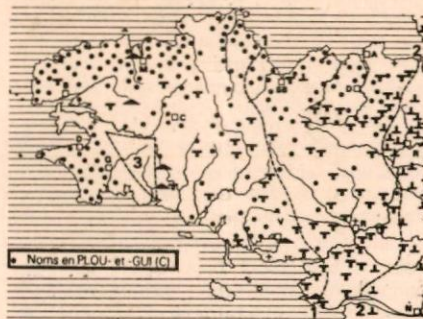
- Iber, dans Pleyber-Christ et Pleyber Saint-Thégonnec, correspond au gaulois Peburos, « if », un des thèmes de nom de lieu les plus répandus en France. Entre autres, on lui doit Embrun, Evron, Ivry, Averdon, Yvré, Ebréon, etc... et aussi Lannebert (Lanniber en 1232).

- Duno, dans Pléduno, est un ancien Dunon gaulois, que l'on retrouve en composition dans de très nombreux noms. Seul, il a donné en français Dun, avec une forme ancienne intermédiaire Duno : Dun dans l'Ariège (« de Duno » en 1034), Dun Le Poëlier dans l'Indre (« de Duno » en 1115), Dom le Mesnil dans les Ardennes (« de Duno » en 1229).

- Balay, dans Ploubalay, écrit « de Ploballeio » en 1163, ressemble trop pour que ce soit une coïncidence à d'autres noms de lieux de l'Ouest de la Gaule : Baillé en Ille-et-Vilaine (Ballé en 1330), Ballée en Mayenne (Balai au XI^e siècle, Balaye en 1304), Beillé dans la Sarthe (« de Balliaco » au XI^e siècle, « de Beilleyo » en 1235). Un rapprochement avec les nombreux Bellay, Boullay, etc..., anciens « lieux où il y a des bouleaux », dérivés en -acon du gaulois betula « bouleau », semble possible quoique non confirmé par les formes anciennes.

- Enfin Plogoff rappelle à n'en pas douter le cap Kabaion ou Gobaion des Gaulois.

On notera que dans les quatre cas, le saint que l'on nous propose est quasiment inconnu et que notre explication est plus



(D'après L. Fleuriot).

satisfaisante, comme elle l'est pour une dizaine d'autres noms : Ploubezre, Plouray, Plouay, Plédéliac, etc...

Mais une telle recherche atteint vite ses limites : le brittonique ancien ne se différencie pas sensiblement du Gaulois continental et il est impossible de dire si un nom de lieu est d'origine bretonne ou s'il a pu être transmis par des populations gallo-romaines celtophones.

En l'absence de références insulaires, on peut certes penser que Plabennec, Plebs Appennoc en 1265, est continental et à rapprocher de Apinac (Loire), d'Appenaisous-Bellême (Orne), d'Appenans et Abbenans (Doubs). Mais que penser d'un dérivé « magiacon » de magos (champ), que l'on retrouve aussi bien dans Mayac (Dordogne), Mey (Moselle, Maiaicum en 1157), que dans Treveage (Cornwall) sinon qu'il est simplement celtique ? On le retrouve dans Guimaec, Plumieux, Plémy (autrefois Vicus Maïoci, Plumiuc et Plémic) comme d'ailleurs dans Lanvéoc et Saint Mayeux.

De même, il n'est pas possible de donner une étiquette continentale ou insulaire à des termes aussi répandus que Bron (mamelon), Mael - de magilos « chauve, dénudé » - Rin, « colline », Mol, Mel, autre nom de la colline que l'on retrouve dans Guipronvel, Plourin et Plérin, Plonivel (noté anciennement Ploerimael), Plumelec, Plumeleuc.

UNE AUTRE CONCEPTION DES MIGRATIONS BRETONNES

Et l'on découvre avec une certaine stupéfaction que l'on pourrait expliquer une grande partie des toponymes en Plou- par des noms de lieux. Les traditionalistes se récrieront et produiront des sources religieuses qui nous racontent la vie de nos saints. La démarche scientifique impose de prendre ces sources avec beaucoup de prudence : on sait qu'au haut moyen-âge, la volonté d'effacer toute trace de paganisme a engendré la christianisation de nombreux cultes et toponymes non chrétiens. L'exemple le plus connu est celui de cette colline sacrée - gaulois caranous - devenue Saint Chéron, un saint et martyr dont la vie a été écrite - inventée convient mieux - au IX^e siècle avec force détails sur cet évangéliste romain envoyé par le pape.

Il n'y a pas là un simple problème d'étymologie qui n'intéresserait que quelques curieux. Dans l'Armorique de la Bordée, pays vidé de ses habitants par les destructions du IV^e siècle, celtophonie, christianisation, prise du pouvoir politique étaient inséparables de la migration bretonne : le Nord et l'Ouest de la Bretagne

apparaissent, en raison du grand nombre de toponymes en Plou-, comme des zones à forte implantation bretonne.

Réduire les noms des paroisses primitives bretonnes à de simples noms de lieux amène à envisager la christianisation de la Bretagne sous le seul angle religieux et à le dissocier du mouvement migratoire. Considérer que les Bretons ont christianisé la partie nord-ouest de notre pays, sans doute dès la deuxième moitié du IV^e siècle, alors que simultanément le christianisme progressait dans le sud-est à partir de la Loire moyenne, serait tout à fait compatible avec une immigration qui aurait eu pour axe principal la voie maritime allant de l'embouchure de la Severn à celle de la Loire, en s'appuyant sur l'île d'Ouessant, une voie très ancienne qui avait déjà fait la fortune des Vénètes.

Cette conception de l'immigration s'accorde bien mieux que la conception traditionnelle avec la limite linguistique et la forte présence bretonne sur la Loire moyenne au V^e siècle. Nous rejoignons par là les positions de Fleuriot : « ils (les Bretons) deviennent très nombreux, en proportion, chez les Ossismes et les Vénètes dès une époque très reculée » (Origines de la Bretagne, p. 160) et de P. Manach (cf P.B. de février et avril 1985).

G. LE HEN

Pour les formes anciennes, se reporter à : Dictionnaire étymologique des noms de lieux en France, A. Dauzat et Ch. Rostaing.

Les paroisses primitives en Plou-, de B. Tanguy, chercheur au CNRS, dans le bulletin de la Sté Archéologique du Finistère, 1981.

Appel pour compléter le « Dictionnaire des compositeurs de Bretagne et de leurs œuvres »

Depuis près d'un an, la section « Musique et danse » de l'Institut culturel de Bretagne prépare un « Dictionnaire des compositeurs de Bretagne et de leurs œuvres » qui recensera tous les compositeurs nés en Bretagne ou y ayant vécu (ou encore ceux dont les œuvres ont été fortement marquées par la Bretagne), les compositeurs vivants aussi bien que ceux des siècles passés, depuis les origines de la Bretagne.

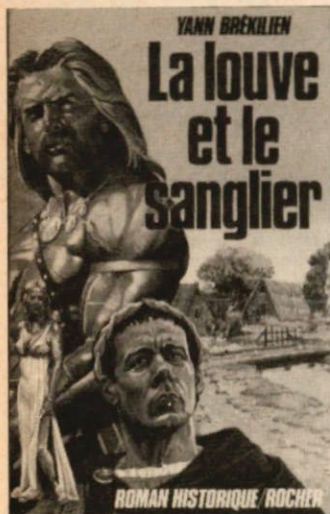
Quelque 135 compositeurs ont déjà été recensés et un grand nombre d'informations et documents déjà recueillis sur beaucoup d'entre eux. Ce travail a permis de faire découvrir un certain nombre de choses étonnantes, sans doute connues de quelques spécialistes mais inconnues du grand public en Bretagne.

Qui sait par exemple qu'Adam de Saint-Victor, au XII^e siècle, était d'origine bretonne et considéré alors comme le plus grand poète de son temps (et également un grand compositeur) ?

Le dictionnaire qui se prépare, permettra de mieux faire connaître du grand public tous ces compositeurs et surtout de faire jouer davantage leurs œuvres. Pour être sûr de n'oublier aucun compositeur important, l'Institut culturel de Bretagne renouvelle son appel à toutes les personnes de bonne volonté qui détiendraient des informations, des documents, des photos, voire des partitions de compositeurs d'hier et d'aujourd'hui, qui mériteraient de figurer dans cet ouvrage. Qu'elles en soient par avance remerciées !

Contact : Institut culturel de Bretagne, Skol Uhel ar Vro, BP 66 A, 35031 Rennes Cedex, tél. 99.02.97.96.

L'épopée gauloise, vue par Yann Brekilien



De l'histoire au roman historique, le fossé n'est parfois pas très grand. Max Gallo en a fait la preuve pour le pays de Nice. Yann Brekilien, le polygraphe breton, le franchit brillamment avec sa grande épopée celtique « La louve et le sanglier » (Editions du Rocher).

De l'histoire, l'auteur conserve des connaissances solides sur la civilisation des Gaulois à la veille de la conquête romaine, une évocation précise de plusieurs peuples et cités de l'époque, l'insertion du roman dans un contexte d'événements authentiques. Du roman, l'écrivain adopte la présentation — une couverture assez spectaculaire avec, sur fond de village gaulois, un visage de dignitaire romain et celui d'un chef celte, avec des couleurs dignes d'Hollywood, une écriture des plus lisibles avec un vocabulaire et des dialogues souvent modernisés. C'est donc avec facilité et intérêt qu'on lit les 526 pages de l'ouvrage.

Une leçon salubre

Au passage, on apprendra maints détails authentiques sur l'opposition villes-campagnes, qui existait déjà, sur la bonne intégration des femmes celtes dans la société (métiers, fonctions, activités), la différence de mentalité entre Romains et Celtes et la supériorité de ces derniers dans la plupart des domaines, excepté l'armée et la construction. On compren-

HISTOIRE OU ROMAN ?

dra mieux les modifications que les Romains ont progressivement apportées dans l'organisation sociale des pays conquis. Quant aux aventures fictives, elles s'intègrent parfaitement à l'histoire, l'animent et la rendent plus sensible.

Yann Brekilien nous avertit, en avant-propos : « Si vous tenez absolument à conserver des Gaulois et des Romains l'image que vous en ont donnée les manuels d'histoire de votre enfance studieuse, référez-vous ce livre tout de suite ». L'auteur a d'autant plus raison que les manuels scolaires les plus récents, de lycée, continuent à faire l'impasse, pour la plupart, sur la civilisation celte et ses apports. A ce titre, l'entreprise de Brekilien est intéressante, surtout si sa présentation lui permet de toucher le « grand public ». La carte des peuples celtes de Gaule et l'index des noms propres allient au récit romanesque la base historique qui le rend vraisemblable.

Un historien averti pourrait toujours reprocher certains dialogues trop modernes — mais on serait bien en peine d'en reconstituer sous leur forme ancienne ! —, un certain manichéisme — une colonisation n'est jamais bonne mais l'ordre romain avait aussi des cotés attirants —, une vision un peu moderniste de la psychologie des Celtes. Cela reste secondaire au regard de ce que le livre fait découvrir : une civilisation celte à son apogée technique, agricole, intellectuelle, qui ne résiste pas aux légions romaines et qui aura du mal — le bois résiste moins que la pierre — à se faire connaître et reconnaître, en plein XX^e siècle.

Les rafles des druides, les prélèvements obligatoires des Romains sur les peuples en voie de soumission, les divisions entre cités et au sein des cités dont les Romains ont tiré profit, et surtout bien des éléments de la « vie quotidienne en Gaule au temps de César ». Les apports du livre sont considérables et pourraient presque être mis en parallèle avec ceux d'un autre ouvrage prestigieux de Yann Brekilien : « La vie des paysans bretons au XIX^e siècle ». C'est très allègrement que l'auteur nous entraîne sur les sentiers d'Alexia. Nul doute que beaucoup le suivent.

J.J.M.

GOUEL DASTUM

Les 9-10-11 novembre, Loudéac sera le cœur de la Bretagne culturelle. En effet, l'association Dastum a invité tout ce que le pays compte de sonneurs et de chanteurs, ainsi que de conteurs. Ne sont pas non plus oubliés, le théâtre, le cinéma, la danse. La fête se déroulera en permanence dans huit salles qui peuvent contenir jusqu'à 4.000 personnes. Ces trois jours seront aussi l'occasion d'expositions et de conférences, ainsi que d'un stage de Kan-ha-diskan et de chants à danser du pays gallo.

Pour tous renseignements : Dastum. Tél. 96.28.95.48.

Hommage à Angela Duval (1905-1981)

Un spectacle, qui a déjà circulé dans le Finistère, sera donné en soirée le 9 novembre, au centre Jean Savidan à Lannion. Il a été conçu par Erwan Tanguy, du groupe Awen. Les textes seront dits par Mari Kermareg et Naig Rozmor. Les chants et musiques seront interprétés par les groupes Awen, Gwalarn et les Tregeriz. Entrée : 30 F pour les adultes.

L'agricultrice de Traon an Dour, en Vieux-Marché, n'a commencé à écrire qu'à 53 ans et s'est arrêtée d'écrire quand elle a cessé de pouvoir travailler la terre, qui l'a tant inspirée.

REEDITION

« Notre vieux Kemper » de Jean Savina.

Jean Savina était un érudit quimpérois du début du siècle qui publiait aussi bien dans les bulletins de sociétés savantes que dans les quotidiens. En 1950, un groupe de Quimpérois rassemblait ces articles dans un livre, « Notre vieux temps », qui dressait un tableau de Quimper il y a trois-quarts de siècle, assorti de nombreuses anecdotes à caractère historique. Ce livre, devenu introuvable, vient d'être réédité par Laffitte-Reprints, à Marseille ; on le trouve en librairie pour 140 F, reconnaissable à une belle jaquette or. On y retrouve des événements importants, comme l'évasion des députés girondins à l'époque de la convention montagnarde, l'évolution politique de la ville pendant la Révolution. C'est un pan d'histoire qui va du XVIII^e siècle aux années 1900 qui est évoqué là, avec des précisions intéressantes sur René Madec, le « Nabab » d'Irène Frain, et ses origines quimpéroises. Le travail de Savina concerne aussi une large partie des environs de Quimper.

POESIE

« Clay and Worms »

Jakez-Erwann Mouton publie aux Editions « Steven », un recueil de poèmes et de brefs essais. C'est vif, varié, bien présenté. (27 rue du D^r Roux, 35400 St-Malo).

Appel aux dessinateurs

L'équipe de « Planedenn » vous propose de figurer dans un numéro spécial consacré entièrement au dessin en Bretagne dans les 15 ou 20 années dernières (limite non stricte). Il s'agira à la fois d'un inventaire et d'une sorte de catalogue où chacun, bretonnant ou non, pourra avoir un aperçu de la manière de chaque dessinateur participant, ainsi qu'un résumé sur sa vie. De cette manière, les personnes qui chercheraient des illustrations pour certains travaux : affiches ou livres, pourront également faire un choix.

Pour figurer dans ce numéro, dont le titre sera « Du War Wenn » (inventaire et catalogue du dessin en Bretagne en 1985), il vous faut remplir la fiche d'enquête, ainsi qu'une copie (qui peut être une photocopie très contrastée, suffisamment pour être imprimée) de 3 ou 4 dessins de vous.

Demander la fiche-enquête à Planedenn (Du War Wenn), 6 rue Longue, 29210 Morlaix.

DALC'HOMP SONJ N° 13

Suite du dossier ouvert sur l'émigration bretonne. Cette fois-ci : en Argentine, en Nouvelle-Guinée, aux Etats-Unis. Et des articles sur le théâtre populaire breton, l'originalité de la tradition orale chez les Celtes (et les Bretons). 15 F le numéro, 55 F l'abonnement annuel, 36 rue Emile Zola, 56100 An Oriant.

PB SERVICE

LES BONNES TABLES

(sélectionnées par Yann Penn)

Auberge Ti Glaz, St-Nic, 29127 Plomodiern (tél. 98.81.51.75).

Auberge de Leurbiriou, 29136 Plogonnec (tél. 98.91.72.54).

Le Canard Bleu, 29000 Quimper (tél. 98.90.06.15).

Auberge Les Grandes Roches, 29128 Trégunc (tél. 98.97.62.97).

Restaurant Ty Mad, 40 cours Chazelles, 56100 Lorient (tél. 97.21.09.12).

Spectacles au Seizh Avel

Confort-Berhet (22). Tél. 96.35.80.64.

• **Les 22 et 23 novembre** : Sélection « Chanteurs » pour le Printemps de Bourges 86.

• **Dimanche 1^{er} décembre** : à 15 h, fest-deiz mensuel gratuit avec le groupe Joli Monde et les sonneurs Beauvelo-Michel.

• **Vendredi 6 décembre** : Spectacle « Une vieille à la mer », de Jean-Pierre Lécuyer.

• **Stage de vielle avec Jean-Pierre Lécuyer, les samedi 7 et dimanche 8 décembre**. Prix 240 F. Renseignements et inscriptions : tél. 96.35.80.64.

L'ESPERANTO

SAT-Amikaro se fixe pour objectif de mettre ce moyen de communication linguistique performant au service de l'émancipation des peuples afin de favoriser le progrès social, les échanges constructifs, et de créer ainsi les conditions indispensables pour amorcer un processus de désarmement et de paix.

Cours oraux (à partir d'octobre), cours par correspondance (toute l'année), stages de fins de semaines (dans diverses régions), apprentissage possible sans professeur à l'aide d'un bon manuel : SAT-Amikaro, 67 avenue Gambetta, 75020 Paris ; ou à Rennes : Bretagne en direct, Breizh war-eeun, 9 skwar Provans, 35000 Roazhon, tél. 99.54.28.42.

Documentation contre 4 timbres au tarif lettre ; joindre un timbre à toute correspondance exigeant une réponse ou des recherches.

CRIDEV (Rennes)

Sur le Tiers-Monde

Mardi 12 novembre
Conférence-débat

LA TERRE AU MEXIQUE

20 h 30, à la Maison du Champ de Mars.

Mardi 7 décembre
Journée de rencontre sur

LA COOPERATION BRETAGNE/TIERS-MONDE

Un panorama des actions menées en Bretagne dans tous les domaines de la coopération avec le tiers-monde. Des carrefours, des échanges d'idées et d'expériences...

SELAOUIT !

TRI YANN

Anniversaire

Avec ce disque enregistré en public, chez eux, en Bretagne (à Nantes), les Tri Yann fêtent leurs quinze années d'existence.

Ce disque (leur huitième album) se veut donc en quelque sorte un disque-étape, un disque-bilan, avant que le groupe ne se mette en route vers de nouvelles (et prometteuses) aventures.

Et l'on mesure le chemin parcouru depuis la création du groupe et les tâtonnements quelque peu « boy-scouts » du début des « seventies ».

Car « Anniversaire » est une réussite. D'abord il s'agit d'un enregistrement public de qualité, et c'est assez rare pour que cela vaille la peine d'être souligné. A peine le disque posé sur la platine, on se retrouve « transporté », c'est le cas de le dire, au beau milieu d'un concert Tri Yann. Il ne manque que les jeux de lumières et les fumigènes, mais là, je ne vous conseille pas de bricoler quelque chose, ou alors ouvrez bien grandes vos fenêtres...

Ensuite, le choix des morceaux est très judicieux, très bien équilibré : des « classiques », mais dont les arrangements renouvelés mettent en évidence le « métier » des Tri Yann, et quelques morceaux inédits, très intéressants.

Au chapitre des classiques, citons « Déjà mal mariée » dans une nouvelle version très tonique et la très belle « Song for ye Jacobites » que l'on ne se lasse pas d'écouter.

On retrouvera aussi dans ce disque « Si mort à mors » en version originale (en gaélique « An Cailin rua ») et l'humoristique « En dro venete » jamais enregistré jusqu'ici, mais toujours présent dans les concerts des Tri Yann (« Nous sommes venus vous faire danser... »).

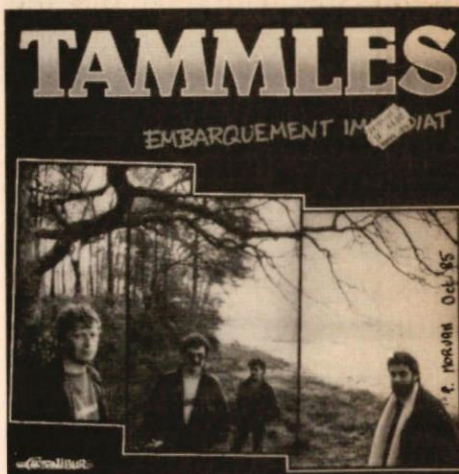
Même « La jument de Michao » qui a pourtant été déjà beaucoup chevauchée et son petit poulain qui a usé ses sabots dans de nombreux (micro)sillons se laisse écouter sans déplaisir.

Parmi les inédits, outre une chanson de marins très bien enlevée, « Le Capitaine de Saint-Malo », mentionnons « La Dame de La Roche » et surtout une superbe chanson-symbole, « La Ballade du Cheval Mallet », chanson d'espoir pour la langue et la culture bretonnes :

« Réveille-toi de la nuit du passé
Relève-toi des siècles engluis... »

« Anniversaire » : un bon disque, indispensable pour les « inconditionnels » des Tri Yann et qui permettra à ceux qui ne les connaissent pas encore de les découvrir sous leur meilleur jour.

Un album qui nous fera patienter jusqu'à la prochaine création du groupe, tirée de la bande dessinée « Le Vaisseau de Pierre », un opéra « folk-rock » : la sortie en disque est prévue au printemps prochain.



Voici un groupe, Tammles, qui commence à percer en Bretagne et qui se place d'emblée au niveau des meilleurs, tels que les Sonerien Du pour ne citer qu'eux.

Leur second album, « Embarquement immédiat », est sorti cet été. On y trouve des morceaux instrumentaux de qualité parmi lesquels on retiendra tout particulièrement la « Marche des Tailleurs de Pierre », « Le Chemin du Village » ou la « Ballade du petit peuple ».

Un défaut, pour les quelques morceaux chantés, heureusement peu nombreux : les voix qui manquent vraiment de « punch ». Ce défaut est notamment perceptible dans « Trois Mate-lots du port de Brest », un chant de marin un peu anémique, ce qui peut se comprendre puisqu'il y est question de désigner celui des trois qui sera mangé...

Au total, en dépit de cette (très) légère faiblesse « Embarquement immédiat » est un disque fort agréable à écouter et Tammles est un groupe à suivre de près.

BREVES

Le disque d'Alan Stivell dont la sortie était prévue début septembre, ne sort finalement que ces jours-ci. Nous en parlerons le mois prochain.

P. MORVAN

CONCOURS D'AFFICHETTES

L'Union des enseignants de breton offre deux prix, l'un de 1.000 F, le deuxième de 500 F, pour des maquettes, avec légende, d'affichettes de promotion de la langue bretonne, en direction des enfants et surtout des adolescents. Les projets doivent être de conception moderne, légèrement humoristiques si possible, aux dimensions maxima de 18 cm x 26 cm. Ils doivent être en noir sur fond blanc, et la légende doit être suffisamment indépendante du dessin, pour qu'il soit éventuellement possible d'en substituer une autre. Pour concourir, il faut : expédier votre ou vos projets(s) d'affichettes avant le 30 novembre 1985. Ne pas oublier de joindre vos noms et adresses ; accepter l'utilisation éventuelle de votre dessin même s'il ne remporte pas l'un des deux prix.

Les projets sélectionnés seront tirés en affichettes, en autocollants et en badges.

Les prix seront donnés en janvier 1986, et tous les participants seront avisés du résultat. Ecrire à M. Madeg, Keredol, Saint-Tonan, 29220 Landerne.

DASTUM :

**13 ans de travail
et de nouvelles
éditions**

**MARGODIG
an
dour yen**

Kontadenn gant Jean-Louis Rolland



Cette association, qui a ses locaux à Loudéac, œuvre pour la collecte, la conservation et la diffusion de la culture orale en Bretagne. Des centres de documentation sont ouverts au public à Loudéac, Saint-Vincent/Oust et, prochainement, à Rennes et à Bubry. Dastum est aussi un éditeur, dont le *PB* a déjà parlé. Les 2 dernières parutions sont :

- Un recueil d'airs à danser du pays vannetais (1 cassette, 1 livret, réalisés par P. Sicard), pour 70 F.

- Un conte fantastique recueilli près de Carhaix, que Mikael Madeg a retranscrit. La cassette et le livret coûtent 60 F. Le conteur remarquable qu'était Jean-Louis Rolant reste ainsi présent avec « Margodig an dour yen », un conte fantastique. Le livret qui l'accompagne, joliment illustré de façon naïve et humoristique par Serj Pinault, permet de suivre l'histoire, une histoire qui remonte à 110 ans ou plus ! Un récit de 52 minutes auquel on ne cesse de prêter attention. Un instrument utile autant pour la pédagogie que pour la culture des bretonnants et des néo-bretonnants.

J.J.M.

Dastum, 36 rue de Moncontour,
BP 164, Loudéac Cedex.

PAYS DE LOIRE... ENFANTS DE PÉTAIN !



Autocollant de protestation à commander à U.D.B., B.P.203, 56102 Lorient Cedex : 10 F franco ; 5 F par autocollant supplémentaire (ci-dessus, en grandeur réelle).

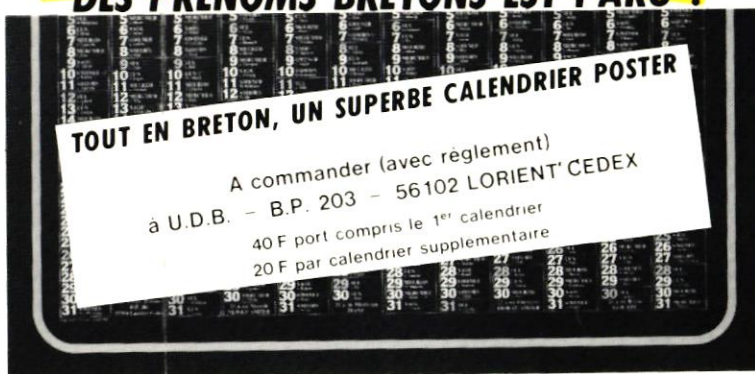
**2 cadeaux
originaux**



**LE CALENDRIER 1986
DES PRENOMS BRETONS EST PARU !**

TOUT EN BRETON, UN SUPERBE CALENDRIER POSTER

A commander (avec règlement)
à U.D.B. - B.P. 203 - 56102 LORIENT CEDEX
40 F port compris le 1^{er} calendrier
20 F par calendrier supplémentaire



L'HEURE DE VÉRITÉ...

